

**Economie politique de la société de
l'information:
Une approche du Sud**

*Anita Gurumurthy et Parminder Jeet Singh
IT for Change*

Document élaboré pour l'ITeM
Instituto del Tercer Mundo

Décembre 2005

*Le présent travail a été financé par le
International Development Research Centre*

Table des matières

1. L'essor continu du néo-libéralisme	2
2. La rencontre entre le néo-libéralisme et la société de l'information	4
3. Le développement dans l'ère de l'information	8
4. SMSI – Une épreuve politique pour les TICD	12
Financement des TICD	14
La mise en oeuvre et le suivi du SMSI	16
La gouvernance de l'Internet	17
5. Le contexte de la SI au Sud	20
Le vent tourne à faveur des TICD	21
Vers la construction d'une nouvelle théorie de SI réalisable dans le Sud	22
L'environnement propice	24
Renforcement de capacités	25
Las associations de multiples parties prenantes	26
6. L'économie politique d'une SI axée sur la personne et le développement. 29	
La construction d'un terrain de jeu aplani pour la SI – Une nouvelle structure commune à la SI	31
L'infrastructure de connectivité	32
L'infrastructure de contenus	35
7. Une SI pour le Sud	38
Les politiques nationales de la SI	42
Las politiques globales de la SI	42

1. L'essor continu du néo-libéralisme

“Le néo-libéralisme est principalement un projet politique qui cherche à inclure des valeurs et des structures du marché non seulement dans la vie économique, mais aussi dans la vie sociale et politique. Son objectif est la restructuration des relations de pouvoir.”¹

L'idéologie néo-libérale connaît à présent un tel essor que malgré les critiques dont elle fait facilement l'objet, il est très difficile de résister à son attrait.

De nombreuses études expliquent sa réussite, notamment au cours de la dernière décennie. Les deux raisons généralement suggérées pour cette réussite sont la fin de la guerre froide – qui inclut deux éléments allant de pair: l'effondrement de l'idéologie communiste et la naissance d'un monde unipolaire– et l'avancée rapide de la mondialisation économique, favorisée par l'apparition de nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC). Celles-ci ont permis la coordination globale en temps réel aussi bien des flux financiers que des processus manufacturiers – et plus récemment le flux de certains types de professions.

L'effondrement de l'URSS sous le poids de leurs systèmes économique et politique non durables, a provoqué une cascade de pertes idéologiques et politiques pour les mouvements politiques de gauche dans le monde entier. Les politiques d'égalité et de justice sociales ont été mises sur la défensive, tandis que le néo-libéralisme gagnait un certain respect dans le vide idéologique qui a suivi, émergeant comme une idéologie réactionnaire d'extrême droite, alimentée par quelques universités et groupes de réflexion.

Le formidable essor de la mondialisation économique, favorisée par l'arrivée au pouvoir des politiques de droite, a connu un fort impact négatif. Il est certain que l'économie mondiale s'est de plus en plus mondialisée, mais les autorités politiques restent toujours aussi fragmentées et liées aux Etats territoriaux². Les marchés sont donc devenus des marchés globaux, tandis que les mécanismes de gouvernance fondés sur les Etats nationaux ont été incapables de s'adapter aux nouvelles conditions. Les transformations structurelles et institutionnelles nécessaires dans le domaine de la gouvernance mondiale n'ont pas été possibles étant donné les réalités politiques mondiales. Le néo-libéralisme a ainsi occupé les espaces nés à partir de ces inadaptations de la gouvernance et a proclamé que les marchés étaient les meilleurs arbitres – et les plus naturels – pour les problèmes de la vie sociale.

Le fait est que malgré les nombreuses critiques envers le modèle néo-libéral, aucune alternative crédible n'a pu être avancée pour résoudre une situation changeant de façon significative puisque, entre autres choses, l'augmentation du niveau de mondialisation a été un fait inévitable.

Les faits historiques sont allés de pair avec le renforcement des intérêts dominants et n'ont laissé ni de place ni de temps aux conceptions politiques alternatives qui auraient pu résister

¹ Garry Rodan, *Neoliberalism and Transparency: Political Versus Economic Liberalism*, Working Paper No. 112, Setiembre, 2004, Murdoch University (<http://www.warc.murdoch.edu.au/wp/wp112.pdf>)

² John Gerard Ruggie, “Global Markets and Global Governance: The Prospects for Convergence” (http://www.ksg.harvard.edu/cbg/CSRI/publications/ruggie_global_markets_and_global_governance.pdf)

à l'avalanche néo-libérale. À mesure qu'il gagnait force et respect, le néo-libéralisme déclarait que les inefficacités systémiques des institutions de gouvernance des pays en voie de développement venaient d'un excès de gouvernance, et réclamait la marche en arrière de l'Etat afin de céder de plus en plus de place à la libre concurrence des marchés. C'est ainsi que la défiance envers la politique et l'Etat est devenue le dogme central du nouvel ordre mondial émergé. Après quelques ajustements progressifs lui permettant de s'établir – tel que le passage depuis le consensus de Washington vers le consensus post-Washington- le néo-libéralisme a agit par le biais des institutions de financement multilatérales –la Banque mondiale et le Fond monétaire international (FMI)- afin de s'imposer dans les pays en développement.

La cause néo-libérale a été favorisée par le fait de ce que la classe moyenne, dans la plupart des pays en développement, était déçue des approches post-coloniales de prospérité promue par l'autorégulation et frustrée par les systèmes politiques et de gouvernance. Elle souhaitait vivement pouvoir considérer des alternatives non politiques qui écarteraient l'Etat et ses institutions. La mondialisation a également apporté des bénéfices importants à ces classes qui se sentaient heureuses d'être acceptées dans le réseau mondial de la prospérité croissante, et qui fermaient les yeux et les esprits devant la situation socio-économique du reste de leurs sociétés. La politique est devenue un rappel inutile de la misère subie par la plupart des gens ; ces classes ont donc accueilli les bras ouverts le néo-libéralisme qui fournissait des légitimations apolitiques à leurs aspirations socio-économiques.

Le fait était toutefois, que le néo-libéralisme était entré dans un courant historique en luttant contre le bagage idéologique – et institutionnel- d'autrefois, ce qui l'obligeait à maintenir une position légèrement réactive au moment de négocier son avancement. Ce bagage incluait l'Etat-providence, l'infrastructure publique, les politiques en faveur de l'emploi et les systèmes représentatifs de gouvernance mondiale comme l'ONU. L'Etat-providence de l'après-guerre constituait encore une forme de gouvernance populaire et bien ancrée. L'idéologie de développement pour les pays les plus pauvres restait l'idée dominante ; elle reposait principalement sur les efforts publics de grande échelle fondés sur des politiques de redistribution.

Le néo-libéralisme a été obligé d'agir dans cette structure sociale. Pour commencer, il a fait répandre l'idée que la concurrence mondiale de l'économie était la principale source, plus que toute autre, des bénéfices les plus importants pour tous les citoyens et que cette concurrence avait besoin d'une grande austérité fiscale. La réduction des dépenses sociales ainsi que la privatisation du secteur public étaient donc absolument nécessaires. En plus, étant donné que la main d'œuvre devait être contrôlée afin de maintenir la compétitivité des économies, il était suggéré de faire des changements institutionnels et structurels qui réduisent le pouvoir de négociation des travailleurs. Toutefois, comme il était politiquement difficile d'attaquer directement les dépenses de développement dans les pays du Sud, différentes recettes concernant la réduction des dépenses, la mise en place de tarifs pour les usagers et pour les partenariats avec le secteur privé, ont été progressivement « conseillées » par le biais des institutions multilatérales de financement. Mais ces initiatives se sont toujours heurtées à l'idéologie traditionnelle de développement, des gouvernements et des autres parties prenantes, avec lesquels il fallait négocier. Leur impact sur le développement du Sud a ainsi été modéré, à différents degrés selon les différents pays.

2. La rencontre entre le néo-libéralisme et la société de l'information

Vers la fin des années 90 il était évident que les nouvelles TIC avaient un rôle et un impact bien plus considérable que ce que les prédictions des plus prophétiques de leurs admirateurs annonçaient. Le monde arrivait alors à la fin d'une ère en ce qui concerne l'organisation sociale des sociétés humaines, et les acteurs néo-libéraux ont donc saisi l'occasion pour promouvoir leur idéologie. Il existait déjà des éléments de ce qu'on appelait l'émergence d'une « société de l'information » (SI), qui allaient parfaitement de paire avec les fondements du néo-libéralisme. D'autres éléments appropriés pouvaient rejoindre cette nouvelle conception, étant donné que les bases théoriques de ce nouveau type de société n'étaient pas tout à fait développées. Une formidable occasion se présentait pour construire un paradigme social complètement nouveau, vierge de ces « idéologies illogiques » auxquelles le néo-libéralisme s'était heurté à plusieurs reprises.

Un élément positif, du point de vue néo-libéral, a été que le concept de SI soit bâti sur les concepts précédents de « nouvelle économie » et de « l'économie du savoir » avec quelques petits changements seulement. La suprématie des conceptions de l'économie sur le social et le politique était désormais évidente. La SI a donc pu être présentée comme une sorte de système non historique, libre d'idéologies et apolitique, où les lois du marché régnaient en maîtres et offraient le cadre parfait pour la gestion des entreprises économiques. Le besoin de toute interférence des institutions politiques et sociales qui encadraient jusqu'alors les activités du marché et protégeaient de leurs effets secondaires, était maintenant minimum. Les interventions fondées sur la politique sociale avaient principalement pour but de gérer les imperfections du marché. Mais le nouveau système de marché fondé sur les TIC atteignait une telle perfection que ces interventions étaient moins nécessaires que jamais. De telles interventions pouvaient en effet compromettre le parfait fonctionnement des systèmes de marché fondés sur les TIC ; elles étaient donc hautement indésirables. En se servant de la technologie de l'information (TI), les marchés pourraient chercher les ressources « les plus compétitives » au-delà des frontières, favorisant ainsi les nations les plus pauvres. Au sein des pays, de nouvelles possibilités étaient ouvertes pour les marchés, qui pouvaient atteindre les zones rurales les plus éloignées, et ce en comptant sur l'infrastructure des TIC.

Le scénario de la réussite finale de marchés et donc de l'idéologie néo-libérale était apparemment préparé. Il y avait sans aucun doute, des correspondances significatives entre cette idéologie et les nouvelles technologies qui promettaient des systèmes hautement efficaces. Les marchés sont, prétendument, le mécanisme de connexion entre une valeur et une autre ; l'idéologie néo-libérale fait de ce paradigme une théorie sociale et politique. L'idéologie néo-libérale promeut le plus intéressant et exclue les retardataires ; les nouvelles TIC ont donné l'infrastructure parfaite pour permettre la mise en place de réseaux les plus intéressants financièrement, en excluant ceux qui le sont moins. Castells considère que la portée et la force de la mondialisation sont à l'heure actuelle fondées sur le pouvoir des nouvelles TIC :

“La flexibilité de cette économie mondiale permet au système général de se raccorder à tout ce qui est intéressant d'après les valeurs et intérêts dominants, tandis qu'il se détache de tout ce qui n'a aucune valeur ou se déprécie. C'est précisément cette capacité simultanée d'inclure et d'exclure des gens, des territoires

et des activités, ce qui caractérise la nouvelle économie mondiale de l'âge de l'information."³

Les « réseaux » sont d'après Castells, la principale forme d'organisation dans l'ère de l'information :

« Les réseaux sont la forme d'organisation appropriée pour l'adaptation inexorable et l'extrême flexibilité nécessaires à une économie mondiale interconnectée – en permettant les changements dans la demande économique, les innovations constantes dans la technologie, et les diverses stratégies (individuelles, culturelles et politiques) que les différents acteurs utilisent... »⁴

En prolongeant un peu l'analyse précédente⁵, il ne serait pas inapproprié de considérer l'économie mondialisée en tant qu'un seul réseau, ou « le réseau ». La structure de base ainsi que les règles de cette nouvelle forme d'organisation sont semblables à celles du marché. De plus, un réseau survit grâce à l'échange des valeurs et il ne peut être responsable devant aucune des entités qu'il connecte, si ce n'est par le principe de fournir la plus grande « valeur économique » possible aux éléments qui la composent. Néanmoins, les « réseaux » ne supposent absolument pas l'égalité de leurs composantes. On trouve dans les réseaux des hiérarchies et des inégalités et tandis que d'autres formes d'organisation plus structurées accentuent ce caractère et stabilisent leurs hiérarchies, les inégalités dans les réseaux augmentent, là où de façon inhérente, un plus grand degré de connectivité suppose une augmentation du pouvoir et l'exclusion provoque une plus grande perte d'influence. Ces points seront analysés plus tard.

Pour les néo-libéraux l'économie globalisée ou « le réseau » - un nouveau nom pour le marché prétendument parfait⁶ - était désormais sans aucun doute supérieur : les TIC fournissaient une rapidité d'information et une mobilité des facteurs réduisant la plupart des imperfections. Cette sorte de réseau institutionnalisé qui atteignait des hauts niveaux d'intelligence et donc d'autonomie, n'avait plus besoin d'encadrer les aspects économiques par le biais du politique et du social. Cela était très attrayant pour les précurseurs du néo-libéralisme, lesquels se méfiaient fortement des influences du social et du politique sur l'activité économique.

Le réseau était global quant à sa portée, envers ceux qui lui étaient de quelque valeur, mais il était aussi global quant à sa capacité d'exclusion. L'ampleur de cette capacité d'exclusion était sans précédent. Par exemple, le pouvoir d'exclusion du réseau a atteint des sociétés aussi prospères que celle des Etats-Unis, en sous-traitant des postes de travail, écartant non seulement la classe ouvrière mais également une partie de la classe moyenne. Les travailleurs étaient remplacés par d'autres ayant plus de « valeur » appartenant aux pays en développement comme l'Inde. De plus en plus, même les pays riches faisaient face aux options de réduction de politiques publiques devant le poids écrasant du « réseau ». Seul comptait le fait d'avoir une valeur pour le réseau. Les politiques sentimentalistes de bien-être étaient contraires à l'éthique pendant cette ère de compétitivité. Si les gouvernements

³ Manuel Castells, "Information Technology, Globalization and Social Development", publicación de UNRISD, 1999.

⁴ Ibid.

⁵ L'analyse de Castells ne classifie pas l'économie mondiale comme "un réseau", mais la considère un système général composé de mécanismes efficaces d'inclusion et d'exclusion. Il est toutefois logique de prendre l'économie mondiale, appelée aussi l'économie en réseau, avec son état actuel de connexion favorisé par les TIC, comme « le réseau de réseaux ».

⁶ Le terme "économie de réseau" semble s'imposer sur les idées précédentes de "nouvelle économie" et "économie du savoir".

se préoccupaient pour leurs citoyens, la politique et les politiques sociales devaient viser l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale en tant que tout et celle de la valeur de chaque citoyen dans le réseau.

Les termes « économie de l'information » ou « économie du savoir » ont dominé le domaine des affaires depuis les années 90. La grande productivité ininterrompue aux Etats-Unis à la fin des années 90 a été attribuée aux nouvelles TIC et à leur impact sur les affaires. Les Etats-Unis y ont vu une orientation pour leur politique publique et ont décidé de soutenir une Infrastructure Globale de l'Information (« Global Information Infrastructure »)⁷ - le réticule technologique de l'« économie de réseaux ». Les européens, typiquement conservateurs sociaux, ont popularisé le terme de « société de l'information » - sans pouvoir résister à l'attaque du « réseau » - qui lui-même était encore principalement défini en termes économiques. Les politiques sociales se dressent généralement contre les documents de l'Union Européenne (UE) concernant la SI et elles essaient d'amoindrir les exclusions les plus extrêmes produites par le réseau. Ces efforts ont généralement été nommés « stratégies pour l'inclusion numérique »⁸.

Nous avons vu ci-dessus comment l'efficacité des nouvelles plateformes d'information et de communication, qu'on symbolise dans « le réseau », a été entendue, en termes idéologiques, comme une annonce du triomphe des interactions compétitives autonomes fondées par exemple sur le marché- et de tout son attirail sociopolitique d'idéologie néo-libéral. Le rôle central des marchés et du secteur privé dans la SI a également été renforcé par un argument de taille : que les nouveaux progrès technologiques ont été possibles grâce, fondamentalement, à l'innovation du secteur privé⁹.

À mesure que les technologies sont devenues de plus en plus importantes dans la vie sociale, le secteur privé, jouant son rôle de « leader naturel » du domaine technologique, réclamait un rôle plus important dans toutes les affaires sociales et publiques. Il a commencé à jouer un rôle plus important, qu'il soit direct ou plus discret, dans des domaines qui étaient jusqu'à présent du ressort de la politique publique, gérés par des institutions publiques. L'établissement de standards technologiques inter-opérationnels est seulement l'un des domaines d'usurpation du secteur privé. Celui-ci pourrait même déterminer la forme selon laquelle les interactions entre le gouvernement et les citoyens devraient être gérées, à travers les interfaces technologiques, et déterminer aussi la provision -ou pas- des services publics de connectivité. Le secteur public a lutté contre l'ignorance technologique mais devant son incapacité à mener à bien les rapides innovations organisationnelles nécessaires pour optimiser le pouvoir des nouvelles technologies, il semblait s'écarter rapidement devant l'attaque. Les penseurs néo-libéraux avaient évidemment déjà préparé diverses théories sociopolitiques qui justifiaient une telle abdication comme un devoir des autorités publiques.

C'est ainsi que l'idéologie néo-libérale a directement repris à son avantage la force et le formidable potentiel des progrès technologiques constituant les nouvelles TIC. Les autres idéologies opposées, celles de l'Etat-providence, des valeurs d'égalité et de justice social et du développement guidé par le secteur public, sont restées sans voix devant une offensive qu'elles n'avaient pas été préparées à mener. Toutefois, nous verrons dans une section

⁷ http://www.eff.org/Infrastructure/Govt_docs/gii_co-op_iitf.agenda

⁸ Voir sur la page web de l' UE son approche de la SI.

http://europa.eu.int/information_society/index_es.htm

⁹ Cela est tout à fait faux: différentes institutions publiques - laboratoires, universités publiques- et les réseaux des communautés, ont largement contribué à l'innovation qui soutienne la révolution des TIC.

ultérieure que le rapport entre la pensée néo-libérale et l'impact social de ces avancées technologiques qui constituaient un patrimoine commun de l'humanité, n'était pas si clair que ce qui avait été suggéré. La position contraire pourrait en effet être plus proche de la vérité ; les implications de nouveaux rôles publics et communaux pourraient se voir renforcées dans le nouveau paradigme social.

3. Le développement dans l'ère de l'information

L'impact du néolibéralisme sur les populations défavorisées du Nord s'avère considérablement négatif. Pourtant, la dévastation qu'il produit dans le Sud est encore bien plus importante. Il est intéressant de suivre l'impact de nouvelles TIC dans le domaine du développement dans le Sud, ainsi que les fondements idéologiques d'un nouveau secteur du développement connu comme les « TIC pour le développement » (TICD) qui existe depuis une dizaine d'années. Dans la plupart des pays en voie de développement, ce sont les États qui s'occupaient des activités de développement traditionnelles, que ce soit dans le domaine du développement de l'infrastructure de base, l'extension de l'agriculture, l'éducation, la santé, l'accès au pouvoir des femmes ou le crédit rural, et ce sans importer de leur degré d'efficacité ni de leur impact. Les acteurs non étatiques, comme les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations basées sur les communautés (OBC) et quelques partenaires privés, agissaient dans une sphère plus ample de la politique publique, et dirigeaient leurs efforts vers le développement en général. Quand le phénomène des TIC a fait son apparition sur la scène mondiale, ce secteur traditionnel du développement¹⁰ était encore à mille lieues de penser que ces nouvelles technologies puissent un jour jouer un rôle important dans son travail. Pour eux, ces technologies restaient fondamentalement liées avec la richesse et le secteur corporatif, alors que leur champ d'action se situait exactement à l'opposé.

L'idée d'utiliser les TIC pour le développement n'est pratiquement jamais venue du secteur traditionnel du développement des pays du Sud¹¹. Cette idée venait du Nord, enveloppé d'un voile néo-libéral. Les premières affirmations prophétiques concernant les nouvelles technologies signalaient, dans leur grande majorité, les possibilités merveilleuses que celles-ci apportaient pour mettre fin à la pauvreté et affronter le sous-développement du Sud. Ces affirmations venaient de technocrates fascinés par les nouvelles TIC, ainsi que de quelques intellectuels sociaux et politiques un peu mieux informés. Au cours de l'année 2000, quand les pays du G8 ont exposé une vision sur l'émergence de la société de l'information avec la Lettre d'Okinawa sur une Société mondiale de l'information, ils ont également établi les priorités pour les pays en développement. Et pour tracer la route à suivre pour ces pays, ils ont établi le Groupe de travail sur les opportunités dans le domaine du numérique, plus connu sous le nom de DOT Force (selon son nom en anglais : Digital Opportunities Task Force). La DOT Force est largement représentée dans le secteur privé, avec la présence de quelques ONG du Nord et de certains gouvernements de pays en développement. Le plan de travail avait tout l'air d'être dirigé par le Nord, et les documents produits sont restés proches de la vision dominante de la SI, à la fois dirigée par le secteur privé et centrée sur l'économie. Le rapport de la DOT Force¹² recommandait que les stratégies numériques nationales « devraient se compromettre tout particulièrement à établir un cadre régulateur d'habilitation et des politiques pro compétitives, et devraient s'intéresser au développement associé aux politiques institutionnelles et aux capacités de régulation, avec des mécanismes d'autocontrôle... »

¹⁰ Le « secteur traditionnel de développement » est un terme utilisé pour le distinguer du secteur des TICD.

¹¹ Cette analyse reprend fondamentalement les données des expériences menées dans le sud-est asiatique, mais celles-ci se révèlent la plupart du temps également correctes pour le monde en développement. Il se peut qu'il y ait quelques exceptions à cette généralisation. Par exemple, le gouvernement du Brésil a adopté un programme sur la Société de l'Information dès l'an 2000.

¹² "Digital Opportunities for All : Meeting the Challenge"

(http://www.itu.int/wsis/docs/background/general/reports/26092001_dotforce.htm)

Le rapport établissait également que

« ... l'accès et l'utilisation effective des outils et réseaux de la nouvelle économie mondiale, ainsi que les innovations que ces derniers rendent possible, sont de la plus haute importance dans la réduction de la pauvreté, une meilleure inclusion sociale et le développement d'une vie meilleure pour tous »

Trois membres de la DOT Force, l'entreprise de consultants Accenture, l'organisation sans but lucratif Markle Foundation, basée aux États-Unis et le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ont rédigé séparément un rapport plus élaboré, le rapport sur l'Initiative pour les opportunités dans le domaine du numérique (DOI selon son sigle en anglais : Digital Opportunities Initiative)¹³, qui présentait un cadre pour les TICD similaire à celui du rapport de la DOT Force. Celui-ci proposait cinq points concernant les TICD (recommandés également dans le rapport de la DOT Force) : l'infrastructure, les politiques, les entreprises, les possibilités humaines et les contenus et applications. S'est ajouté à ces éléments fondamentaux un sixième élément d'importance stratégique pour la cohérence de différents acteurs, lequel était supposé fournir le cadre général pour travailler sur ces éléments essentiels des TICD. Le rapport de la DOI déclarait également que

« Les initiatives qui seront planifiées et gérées suivant un modèle d'affaires auront plus de probabilité d'être durables et d'avoir un impact plus important. »

Ce rapport introduisait de cette manière le langage des modèles d'affaires dans le domaine du développement. Ceci concordait avec les formulations défendues par la Banque mondiale et autres donateurs concernant les tarifs d'utilisation et les associations du secteur privé dans les activités centrales du développement dans le Sud - il s'agissait même d'un progrès conceptuel sur ces dernières. Il y était fait peu de cas de la réalité des pauvres et des marginaux.

Ces rapports politiques de la DOT Force et de la DOI furent suivis de mesures agressives sur le terrain. Un « réseau international de ressources pour le développement électronique » fut créé, qui permettait aux pays en développement d'obtenir des conseils politiques sur différents sujets liés aux TIC et aux TICD. Ces conseils politiques se tournaient généralement vers les conceptions néo-libérales de libéralisation, de privatisation et d'intégration économique mondiale, et faisaient passer en second plan les sujets de l'exclusion et de la pauvreté.

Le PNUD et la Markle Foundation sont restées associées à la DOI, qui aidait les pays en développement dans le domaine des TICD. Les bureaux du PNUD dans les pays en voie de développement ont basé leur politique pour les TICD sur le cadre de la DOI. Ils ont été accompagnés par un grand nombre de donateurs multilatéraux et bilatéraux, qui ont également adopté les cadres de la DOT Force et de la DOI, les introduisant dans leurs politiques et programmes d'intervention pour les pays en voie de développement. La UN ICT Task Force (Force de travail des Nations unies sur les technologies de l'information et de la communication) se place en successeur de ces initiatives, mais elle aussi était largement dominée par une participation du secteur privé, avec des rapports fondamentalement élaborés par des experts du Nord, et très peu de contributions des acteurs traditionnels du développement du Sud.

¹³ En plus de la rédaction visiblement du Nord de ce rapport, on voit que presque tous les experts cités viennent également du Nord.

Les politiques et projets de TICD élaborés sous l'influence de ces cadres promouvaient le leadership du secteur privé pour le développement et les réformes dans la gouvernance, et mettaient la priorité sur les modèles de rentabilité des interventions des TICD au niveau des communautés plutôt que sur des solutions durables de développement, qui nécessitent des investissements sociaux systémiques à long terme, dans de nouvelles structures et institutions pour le développement.

C'est à cette époque que l'idéologie néo-libérale faisait des progrès considérables dans l'appropriation de l'agenda de développement des Nations Unies. Par un mouvement pendulaire vers l'autre extrême du style de la Banque mondiale et du FMI, qui appliquaient des politiques d'ajustement structurel dans les années 90 pour le développement et la réduction de la pauvreté, on pouvait tout à coup définir le développement en un petit nombre d'objectifs mesurables, les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), et faire peu de cas des causes structurelles plus profondes, responsables du sous-développement. Les OMD étaient utiles pour souligner les réalités saisissantes du monde et les tâches les plus urgentes auxquelles l'humanité devait s'atteler, et faisaient marche arrière par rapport à l'obsession macro-économique qui visait une intégration mondiale réussie des économies nationales. Mais l'agenda des OMD fut incorporé dans le discours des Nations unies de telle manière qu'il semblait émettre une déclaration sur des objectifs spécifiques sous la forme d'une stratégie de développement, ce qui s'est révélé être une façon efficace de le faire échouer.

De acuerdo con el molde, las iniciativas del tipo de la DOT Force, la DOI y la UN ICT Task Force intentaron -de forma indirecta y completamente artificial- establecer algunas conexiones directas entre las TIC y cada uno de los ODM. Todos querían participar, aunque nadie estaba preparado para ponerle el cascabel al gato. Las TICD fueron proyectadas como soluciones rápidas para problemas de desarrollo específicos. Pero parecía haber algunas dudas en reconocer que las TICD requerían un enfoque más sistémico. Hubo también una falta de atención, además de las implicancias del papel central del sector público, en relación a que las TICD requirieron algunas decisiones y compromisos políticos por parte de las comunidades globales, nacionales y locales situadas en contextos sociales e históricos específicos.

Pour se conformer au moule, les initiatives du type de la DOT Force, la DOI et la UN ICT Task Force ont tenté, de façon indirecte et totalement artificielle, d'établir des connections directes entre les TIC et chacun des OMD. Si tout le monde voulait participer, personne n'était toutefois préparé à se lancer dans cette mission délicate. Les TICD paraissaient fournir des solutions rapides pour les problèmes spécifiques de développement. Mais on hésitait à reconnaître que les TICD avaient besoin d'une approche plus systémique. De plus, personne ne fit attention au fait que les TICD exigeaient, en plus des implications sur le rôle central du secteur publique, des décisions et des compromis de la part des communautés mondiales, nationales et locales, placées dans des contextes sociaux et historiques spécifiques.

Un rapport récent de l'UN ICT Task Force remarque que¹⁴

¹⁴ "Innovation and Investment: Information and Communication Technologies and the Millennium Development Goals" - Rapport préparé pour l'UN ICT Task Force en soutien à l'Equipe du projet du millénaire pour la science, la technologie et l'innovation des Nations Unies.
(<http://www.unmillenniumproject.org/documents/Innovation%20and%20Investment%20Master.pdf>)

« Plutôt que de considérer une approche qui « problématise » systématiquement les TIC dans des politiques de développement et des programmes, les adeptes des TIC ont eu tendance à les montrer comme une solution pratiquement du type « boîte noire », et une solution située dans un monde “gagnant-gagnant”¹⁵ d'intérêts communs entre les pays développés et les pays en voie de développement. »

Une approche non systématique, basée sur des solutions ponctuelles, appuyée sur des initiatives autonomes et construite uniquement sur une participation dans laquelle tous les acteurs sont gagnants, qui exclue les implications systémiques et les besoins de la SI en perspectives et évolutions, avec tous les choix difficiles de politique publique que cela comprend, ne sert qu'à écarter les pays en voie de développement du potentiel réel et du travail concret de modélisation d'une SI orientée vers le développement.

Même si ces cadres dominantes des TICD parlent largement des opportunités qui faciliteront l'accès universel à l'information et au savoir, ainsi qu'à l'infrastructure nécessaire à un accès égalitaire, on oublie de souligner le fait que les décisions politiques à prendre pour la mise en place de tout cela se trouvent sur un terrain quelque peu glissant. Le G8 a beau jeu de soutenir le rapport de la DOT Force¹⁶ qui, entre autres choses, déclare que

“Les membres de la DOT Force sont convaincus que le droit fondamental d'accès au savoir et à l'information est un préalable au développement humain moderne ».

Toutefois, au cours du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), ces pays se sont opposés aux discussions sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), en arguant que ce sujet était de la compétence de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), alors qu'au sein de l'OMPI, les efforts des pays en développement pour proposer un « traité pour l'accès au savoir » avaient été éludées sous l'argument que cela n'entrait pas dans le mandat de cette organisation.

De la même manière, alors que tous les documents des TICD reconnaissent que l'accès universel à l'infrastructure de connectivité est à la base des processus de développement par les TIC, rien n'est clair en ce qui concerne l'impact qu'aura l'inclusion des services de télécommunications sous le régime de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'indépendance politique des pays en développement¹⁷. En particulier, en ce qui concerne les efforts publics sur grande échelle pour établir des infrastructures de télécommunications qui couvrent les besoins de tous et qui stimulent les modifications structurelles et institutionnelles en fonction d'une SI orientée vers le développement.

¹⁵ de “bénéfices communs”. NdT.

¹⁶ Op cit.

¹⁷ Voir "*ICTs and Social Development: The Global Policy Context*", de Cess Hamelink (<http://www.acca21.org.cn/info21/link/bg/info/4/icts.htm>)

4. SMSI – Une épreuve politique pour les TICD

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) est né à partir d'un contexte principalement apolitique. En accord toujours avec les idées de la « nouvelle économie » de la fin des années 90, de grandes approches technocentristes concernant les nouvelles opportunités de développement pour les pays du Sud ont été proposées.

L'Union internationale des télécommunications (UIT), qui était plus ou moins écartée du rôle d'encadrement des télécommunications étant donné le développement rapide des TIC et les rapides réponses institutionnelles néo-libérales- tel que l'Accord sur les télécommunications de l'OMC- a vu un rapport entre les TIC et le développement comme une forme appropriée de chercher sa réapparition. L'UIT a donc proposé la réalisation d'un Sommet mondial sur la société de l'information lors de sa Conférence de plénipotentiaires de 1998 à Minneapolis.

Entre-temps l'Organisation des Nations unies pour l'Education, la science et la culture (UNESCO, d'après le sigle en anglais), qui se récupérait doucement des coups reçus lors du Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NWICO d'après le sigle en anglais)¹⁸, s'intéressait à explorer les dimensions sociales de nouvelles TIC. Il semble que l'Unesco a également été intéressée à la réalisation d'une sorte d'instance telle que le sommet, apparemment avec la coparticipation de l'UIT¹⁹. Les raisons de la non réalisation de cet événement sont inconnues : on peut présumer toutefois que la nature sans aucun doute politique des discussions sur le NWICO était très présente dans l'esprit des pays du Nord comme pour accepter cette proposition, notamment pour les Etats-Unis.

La proposition de l'UIT était donc plus neutre et son idée d'une SI axée sur la technologie était véritablement moins menaçante. Telle rencontre mondiale pouvait même être utile à l'agenda néo-libérale : les nouvelles TIC étaient déjà vues par les intérêts dominants comme un outil clé pour atteindre et renforcer son influence économique, culturelle, sociale et politique. Avec cette toile de fond, les Nations unies ont mandaté l'UIT d'organiser le SMSI en deux phases – en 2003 à Genève et en 2005 à Tunis : le but du SMSI serait celui d'étudier le rôle de nouvelles TIC dans la réussite des ODM et

“au plus haut niveau politique, de dégager un consensus mondial et une volonté collective en vue de faciliter l'accès de tous les pays, qui en ont un besoin urgent, aux technologies de l'information, de la transmission des connaissances et des communications aux fins du développement” (Résolution A/RES/56/183 des Nations unies. Décembre, 2001).

Depuis le début, il était évident que la plupart des parties prenantes qui participaient au SMSI le voyaient à partir des approches tout à fait différentes : la scène du sommet a été alors confuse. Les thèmes concernant cette nouvelle société sous l'emprise des TIC touchaient les aspects économiques, de développement, voire les droits et la diversité culturelle, mais les terrains de ces discours dans le nouveau contexte n'étaient pas encore

¹⁸ Forts débats politiques sur le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NWICO) au sein de l'Unesco dans les années 70 ont provoqué l'éloignement des Etats-unis de l'Unesco. Voir *“Who Speaks for the Governed, WSIS, Civil Society and limits of multistakeholderism”*. Economic and Political Weekly, Vol XLI No 3, 2006.

¹⁹ Pour savoir plus sur les antécédents du SMSI, voir *“Will the Real WSIS Please Stand-up?”* Sean O Siochru. (<http://www.crisinfo.org/content/view/full/246/>)

bien préparés. Les forces néo-libérales se fiaient aux ambiguïtés de leurs opposants, au pouvoir absolu aussi du phénomène de nouvelles TIC et à l'élan que celles-ci donnaient à la mondialisation économique, renforçant sa propre position de la SI au SMSI. Toutefois - comme l'on montrera plus tard à l'analyse des résultats du SMSI- les forces néo-libérales battaient en retraite à la dernière ronde du SMSI lorsque le défi à sa logique et à ses arguments insoutenables est devenu plus dur. Les espaces les plus démocratiques du sommet des Nations unies ont permis d'entendre une diversité des voix ainsi que d'établir des coalitions d'intérêts communs, cherchant de résister ou même de bloquer totalement la domination néo-libérale de l'agenda de la SI.

Le processus du SMSI est en effet un bon indicateur de la légitimité – ou plutôt du manque de celle-ci- qui a entouré l'approche dominante de la SI, présentée jusqu'à présent en tant qu'un modèle « naturel », plus ou moins consensuel, qui compte sur des ressources énormes pour sa promotion et qui fait gagner toutes les parties prenantes. Cette conception dominante de la SI est cependant devenue plus souple au cours du sommet, mais les TICD, qui ont pourtant incorporé quelques besoins concernant le développement des pays du Sud, sont restées inflexibles vis-à-vis des processus politiques qui pourraient changer l'approche de la SI dans un scénario plus égalitaire d'un sommet des Nations unies.

Le SMSI peut être vu à partir de deux positions très différentes. Tel qu'un procès incapable d'affronter la néo-libéralisation de l'agenda pour le développement des Nations unies, voire comme le responsable de favoriser cette tendance, ou, comme le début d'un discours plus légitime de la SI, mettant sur le tapis les droits humains dans la SI, le rôle central des politiques publiques et des processus des communautés dans la formation de la SI. Ces thèmes n'ont pas été traités à l'agenda de la SI préalable au SMSI.

Il vaut mieux considérer l'évaluation des aspects positifs du SMSI comme le début d'un processus plutôt que prendre en compte ses résultats. Sa valeur est dans la possibilité de légitimer un engagement mondial plus large et plus démocratique envers la SI. C'est ainsi que des espaces de discussions concernant la SI peuvent être pris par ceux qui représentent les intérêts des démunis, notamment les acteurs du développement du Sud, aussi bien des gouvernements que de la société civile.

La première phase du SMSI déroulé à Genève a eu deux avantages par rapport à la deuxième phase qui a eu lieu à Tunis. La première phase s'est déroulée lorsque les TIC éveillaient encore un grand enthousiasme, les contours du « nouveau monde » étaient encore diffus et il y avait encore de la place pour des approches collectives heureuses d'une nouvelle société. Par ailleurs, cette phase visait les principes les plus importants et les thèmes les plus généraux de la SI, laissant les décisions « réelles » pour la deuxième phase. Les campagnes dirigées par la société civile en vue de fixer un agenda de la SI fondé sur les droits a été la caractéristique la plus remarquable de la phase de Genève. Bien que le succès de ces campagnes soit divers, le discours sur la SI a changé définitivement, devenant plus pluriel et abandonnant les conceptions apolitiques dominantes d'une SI dirigée par les marchés.

Les thèmes réels du débat sur la SI sont en effet si fortement politiques que les décisions réelles n'ont même pas pu être prises lors de la seconde phase à Tunis. Toutefois, les discussions et les pourparlers autour de ces « thèmes difficiles » ont mis en évidence l'approche, prétendument consensuelle, de la société de l'information et du cadre dominant des TICD. Les trois thèmes essentiels de la phase de Tunis ont été le financement des TICD, la mise en place et le suivi du SMSI et la gouvernance de l'Internet. Une révision

rapide des discussions et des résultats du SMSI concernant ces domaines peut très bien nous permettre de nous faire une idée des thèmes d'économie politique qui caractérisent le terrain de la SI.

Financement des TICD

Les nouvelles TIC représentaient une occasion historique sans précédents pour transformer plusieurs aspects de notre organisation sociale : ce fait a été visiblement accepté par tous et consigné avec une grande rhétorique²⁰ par les documents de Genève. Le thème proposé pour la phase de Tunis, serait donc celui de savoir comment faire pour assurer que ces avantages arrivent à tous.

Etant donné les hauts niveaux de bénéfices perçus- et en remarquant, en plus, que contrairement à d'autres besoins humains tels que les aliments et les sources d'énergie, les TIC pourraient être considérées de ressources non rivales²¹- on pouvait attendre que les stratégies publiques de financement de cette infrastructure de base et convergente aient une haute priorité dans l'ordre du jour public mondial. Toutefois, les gouvernements du Nord et le secteur privé – avec une forte présence dans les espaces de toutes les parties prenantes du SMSI, pensaient autrement. Ils ne montraient aucune volonté de participer à une approche de biens publics pour le financement des TIC²², telle que celle préconisée par de nombreux acteurs de la société civile. Les gouvernements du Nord n'étaient même pas prêts à accepter l'existence de raisons qui justifiaient le financement des TIC sur un plan différent de celui du financement normal du développement.

En considérant les TIC en tant qu'une infrastructure d'information et des communications qui représente une base tout à fait nouvelle pour l'organisation d'un large éventail de processus sociaux et économiques, il existait un fondement solide pour leur accorder le caractère d'infrastructure publique essentielle. Toutefois, cette infrastructure – vue par quelques uns en tant qu'un « domaine d'égalité » potentiel pour un développement rapide, avec plus d'égalité entre les pays et entre les différents secteurs de la société- est regardée par d'autres acteurs en tant que l'élément crucial autour duquel un nouveau groupe d'avantages comparatifs doit être établi à fin de protéger leur dominance économique, sociale et politique. Le résultat final du SMSI a été le suivant : les conceptions dominantes de la SI ont prévalu, ne permettant pas de considérer sérieusement, même pas de résoudre, « si la connectivité et les capacités de base des TIC sont un service économique normal, assujetti aux lois du marché » ou « si elles peuvent être considérées en tant que biens publics mieux produits par des fonds publics et fournis de façon non rivale et non exclusive. Le verdict final du SMSI a été celui de ne pas accorder de nouvelles provisions ou canaux de financement pour les TICD.

C'est ainsi que, dans la nouvelle société émergente, un sujet clé de l'économie politique tel que la distinction entre les éléments nucléaires de l'infrastructure qui doivent appartenir au secteur public et les domaines supra structureaux de la concurrence et des entreprises au

²⁰ Voir les sections initiales de la Déclaration de Principes de Genève : <http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/official/dop-es.html>

²¹ Les biens rivaux sont ceux dont l'usage par un individu réduit leur disponibilité par d'autres personnes. Les biens non rivaux /les services sont ceux dont l'usage par tout individu n'épuise pas les existences communes- tel le savoir.

²² Voir "Financing the Information Society in the South: A Global Public Goods Perspective" Pablo Accuosto et Niki Johnson. (<http://rights.apc.org/documents/financing.pdf>)

secteur privé²³ - a été tout à fait délégitimé. D'après les conceptions dominantes, la société de l'information devrait être du ressort du secteur privé, tandis que le rôle à jouer par le secteur public devrait être celui de fournir les « conditions propices » aux activités du secteur privé. Ces conditions consisteraient à établir un léger cadre de régulation sans déterminer des responsabilités par rapport à l'infrastructure de base ni d'autres engagements sociopolitiques.

Le Nord et le secteur privé cherchaient à établir une scène mondiale intégrale concernant le fonctionnement de l'« économie du savoir » ou de l'« économie en réseau », néanmoins ils n'étaient pas prêts à considérer dans la même scène mondiale –et la même logique des effets et des externalités des réseaux sur lesquels se fondent les avantages de la mondialisation- une redistribution élémentaire des ressources. Le monde devait avoir une seule économie mais non une seule société, ni une seule unité politique. Cette conception si déséquilibrée d'une société de l'information mondiale était cohérente avec l'idéologie néolibérale.

Lors du SMSI on a suggéré des idées innovatrices à l'égard de la redistribution de ressources mondiales en vue de soutenir le développement des TIC dans les régions les plus pauvres. Il a été proposé la création d'un Fond de solidarité digitale (FSD) qui devait être financé en déduisant un pourcentage (1%) de tous les achats d'équipements réalisés par le secteur public dans le Nord²⁴. D'autres ont suggéré des impôts sur les ventes de *microchips*, sur les registres de domaines de l'Internet et sur l'attribution des spectres pour financer l'expansion des TIC dans les pays en développement. Ces propositions d'impôts mondiaux ont néanmoins reçu les réponses prévisibles des gouvernements du Nord.

Les défenseurs des efforts progressistes ont argumenté en utilisant la logique des externalités des réseaux pour essayer de convaincre ceux qui sont déjà retranchés derrière les positions de pouvoir dans le « réseau », de contribuer financièrement en vue d'étendre universellement le réseau technologique. Aussi bien sur le plan de la logique constructive (les nouvelles TIC représentent une infrastructure convergente à haute valeur, soutenant un vaste éventail d'activités sociales bénéfiques) que sur le plan de la logique instrumentale (ceux qui sont déjà dans le réseau bénéficieront de son extension et devront donc payer pour cela) il semblait justifié de compromettre des stratégies spéciales de financement pour l'expansion des TIC dans le Sud. Le manque de progrès des engagements financiers pour affronter le fossé numérique a clairement démontré l'absence de contenus sociaux et politiques de l'approche de la société mondiale de l'information, proposé par les forces dominantes.

Lors des discussions sur le financement du SMSI on a fortement critiqué la conception dominante qui considérait l'infrastructure de la SI en tant qu'un secteur privé. La plupart de délégués des pays en développement ont clairement exprimé qu'ils ne croyaient pas que le secteur privé puisse fournir la connectivité universelle ou *software et hardware* accessibles pour la plupart de gens dans leurs pays. Il y a eu des appels au financement public pour ces éléments structurels de la SI. Les acteurs de la société civile ont répété ces appels, en argumentant pour le financement des TICD fondé sur le principe de bien public. Quand bien même les résultats du SMSI ne reflètent guère ces discussions passionnées, les textes

²³ En utilisant des termes keynésiens – la distinction entre le capital social de base et l'activité directement productive.

²⁴ Le sommet a finalement "appuyé" un Fonds de Solidarité Digitale fondé sur des contributions volontaires, mais pas sur un impôt mondial. Cet appui est symbolique et n'a pas d'importance en termes de politiques publiques mondiales ou en rapport avec le fossé numérique.

des documents résultants démontrent ces luttes en remarquant le rôle du financement public de l'infrastructure des TIC dans bien des endroits²⁵. Les débats au SMSI autour du financement ont également servi à donner un nouvel élan ainsi qu'à ouvrir des espaces conceptuels concernant le caractère de bien public de l'infrastructure de la SI, hors tout processus officiel.

La mise en oeuvre et le suivi du SMSI

Les pourparlers de la phase de Tunis ont déterminé (1) « qui fera quoi » en vue d'entreprendre des actions permettant de rendre plus concrets les objectifs établis dans les documents du SMSI, notamment dans le Plan d'action de Genève et (2) quels seront les processus à suivre à fin d'assurer un engagement continu des politiques publiques mondiales sur la SI après le SMSI. Les résultats découlant de ces deux points sont importants pour tout événement mondial de l'échelle du SMSI. Dans ce cas-ci, ces résultats étaient encore plus importants étant donné que le discours sur la SI était à ses débuts et il fallait préciser des engagements vis-à-vis des politiques publiques liées à la SI.

Toutefois, lors des discussions à propos de la mise en œuvre et du suivi dans les étapes finales de la phase de Tunis, les gouvernements du Nord semblaient s'écarter du SMSI. Les débats sur le financement les avaient mis sur la défensive aussi bien contre les gouvernements du Sud que contre la société civile. Les gouvernements du Nord ont également été sur la défensive par rapport aux sujets tels que les IPR (Droits de propriété intellectuelle, IPR sigle en anglais, *Intellectual Property Rights*), le *software* libre et le transfert technologique. Pendant la plupart des discussions au SMSI, les gouvernements du Nord étaient de plus en plus sur la défensive à l'égard de ce qu'on pouvait considérer un agenda progressiste. Plusieurs parties prenantes au SMSI refusaient plus fréquemment d'accepter les versions dominantes de la SI sans avant les regarder d'un œil critique, alors que de nouvelles questions inappropriées naissaient tous les jours. Ces mêmes pays-là si proactifs à établir un langage de la SI à l'époque du DOT Force avaient commencé à abandonner les débats sur la SI.

Pendant les étapes finales de la négociation, lors de la troisième ou dernière PrepCom²⁶, les gouvernements du Nord ont adopté la stratégie de saboter toute proposition de création de processus de mise en œuvre et de suivi crédibles. Voilà une claire logique retorse. On voyait facilement comment ces pays souhaitaient finir rapidement avec le processus du SMSI. Par exemple, lors d'une de dernières rondes de négociations concernant la mise en œuvre, les Etats-Unis ont objecté le simple titre du chapitre qui traiterait de ce sujet : il était « mécanisme de mise en œuvre » tout simplement. Le délégué des Etats-Unis a manifesté que le mot « mécanisme » suggérait une structure, un processus réels auxquels il s'opposait complètement.

Ces stagnations dans les négociations, fondées sur des éléments peu convaincants, étaient des signes clairs de la part de quelques pays, pour délégitimer de plus en plus les propres fondements du SMSI. Les pays du Nord se sont également servis d'autres arguments insoutenables afin d'éviter tous progrès réels de ce thème. Ils disaient par exemple qu'un sommet ne peut émettre des directives ni des suggestions aux différentes agences des

²⁵ Voir le rapport de Willie Curie sur les débats autour du financement pendant le SMSI – le rôle de la société civile et les textes d'importance des documents résultants : mettre l'accent sur le financement public à <http://www.apc.org/english/news/index.shtml?x=31483>

²⁶ Des réunions préparatoires pour la phase de Tunis du SMSI.

Nations unies pour commencer à travailler sur la mise en œuvre des sujets de la SI. Mettre des obstacles à l'autorité politique d'un sommet officiel des Nations unies se correspondait avec l'idéologie néo-libérale.

S'écarter du SMSI démontrerait un manque de tact de la part des pays du Nord qui ont alors décidé d'incorporer un « principe non négociable » lors de toutes les négociations et réunions de lobbying concernant la mise en œuvre et le suivi du SMSI : il ne devrait pas avoir de nouvelles implications financières pour ces activités (ni dépenses importantes pour les buts fixés par le Plan d'Action de Genève, même pas pour les activités des processus, telle que la création d'une structure ou mécanisme de suivi) ni de nouveaux corps ou organisations poursuivant cette fin. Les mêmes gouvernements qui autrefois destinaient des ressources considérables en vue de promouvoir leurs idées concernant la SI –ils le font encore aujourd'hui dans des scénarios plus « amiables » - n'étaient pas prêts à réaliser de petites contributions aux plateformes plus représentatives et politiques, où leurs conceptions dominantes pouvaient être mises en question. Il était évident que ces gouvernements utiliseraient délibérément leur pouvoir économique ainsi que leur contrôle des espaces politiques mondiaux, à fin d'atteindre leurs objectifs et ignorer ainsi les dissidents.

Le cynisme des gouvernements du Nord par rapport aux engagements réels avec les politiques publiques de la SI était si aigu qu'ils n'ont même pas accédé à la demande minimale de plusieurs acteurs du SMSI : celle d'établir une Commission de l'ECOSOC sur la SI²⁷(Conseil économique et social des Nations unies, ECOSOC par son sigle en anglais) qui était une forme de suivi déjà établie lors de quelques sommets des Nations unies. On a finalement accordé de demander à la Commission de ECOSOC sur la Science et la technologie pour le développement –déjà existante- de prendre à sa charge le suivi du SMSI. Cette commission avait été établie quelques années auparavant avec un programme nettement technologique. Réduire la SI à une série de thèmes technologiques suppose un retrait par rapport au grand contexte de développements de la SI établis dans la Déclaration des principes de Genève. Cela s'avère impudent si l'on considère le projet très ambitieux de la SI qui avait la UE, du même que la recommandation à leurs membres pour la création d'une commission de la SI ou de tout autre corps similaire. Encore pire : la UE et les Etats-Unis ont régulièrement eu des consultations structurées biannuelles concernant différents points de la SI pendant plus d'une décennie.

Les pays riches et puissants ont finalement réussi à saboter les résultats concrets sur la mise en œuvre et le suivi. Toutefois, en refusant les engagements vis-à-vis des impératifs réels du SMSI, les pays du Nord ont montré leurs politiques sur la SI. Le mythe d'une conception de la SI « consensuelle » du type gagnant-gagnant a été enfin démasqué.

La gouvernance de l'Internet

Le thème de la gouvernance de l'Internet (GI) a eu une grande visibilité au SMSI, ce qui a partiellement éclipsé d'autres sujets également importants. La raison de son importance et de sa visibilité réside dans le fait que ce sujet avait des lignes politiques bien définies, étant donc préparé pour devenir un terrain de fort combat. La GI représente probablement le premier point de la SI dans la scène mondiale qui avait des implications « globales » indiscutables. Pour devenir légitime, il était donc nécessaire qu'elle devienne représentative de toute la communauté mondiale. La nature des points impliqués dans la GI avaient un tel degré de rapidité qu'ils ne pouvaient pas recevoir le traitement négligent qui a caractérisé les

²⁷ Conseil économique et social des Nations Unies

réponses des politiques publiques mondiales à la plupart des thèmes mondiaux tels que l'échauffement mondial ou l'armement nucléaire.

Il fallait une formulation politique mondiale crédible et légitime pour gouverner l'Internet mais voilà ce que les néo-libéraux voulaient empêcher à tout prix. Une gouvernance de l'Internet véritablement représentative signifiait pour les intérêts néo-libéraux l'établissement d'un précédent négatif pour la société de l'information – prudemment soignée par eux en tant que le milieu naturel pour la domination du secteur privé, sans aucune sorte d'engagement politique. Comme il a été dit précédemment, la plus grande victoire des intérêts néo-libéraux découle du fait que l'organisation politique n'a pas été capable de suivre l'expansion globale de l'économie, donnant ainsi une « autonomie » sans précédents aux marchés. Protéger cet avantage fondamental a été la plus grande considération de ces intérêts dans le contexte de négociations sur la GI.

Il était toutefois difficile de refuser la légitime participation des parties prenantes dans la gouvernance de l'Internet. Les partisans du *status quo*, ceux qui sont pour le maintien du le contrôle de la GI plus ou moins dans la même situation d'aujourd'hui²⁸ -en grande majorité, aux mains du gouvernement des Etats-Unis et du secteur privé- se sont servis d'un ingénieux argument. Ils déclaraient qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêts dans la gestion de l'Internet : étant donné que la GI était complètement apolitique, on n'avait pas besoin d'un système spécial de gouvernance, sauf de simples mécanismes de gestion au niveau technique. Par rapport à ce dernier point, le mieux serait permettre à ceux qui jusqu'à présent s'étaient si bien chargés de la gestion de la GI de le faire encore.

Au SMSI non seulement ceux qui contrôlaient la GI ont proclamé son caractère apolitique, les acteurs de la société civile l'ont aussi fait craignant le passage de la GI aux mains des gouvernements protectionnistes du Sud. Argumenter en faveur du contrôle exercé par un seul pays sur un sujet ayant de si fortes implications mondiales s'avérait peu éthique ; plusieurs groupes de la société civile ont choisi la défense du caractère apolitique de la GI en vue de justifier le *status quo* à l'égard de celle-ci.

Ces positions – variant de la ingénuité politique à la profonde déception, étaient en quelque sorte sans précédents. Dans cette situation, le travail des partisans du Sud qui demandaient une GI plus représentative, est devenu de plus en plus difficile. Le débat sur les structures de gouvernance de l'Internet les plus appropriées demandait d'abord et surtout, la forte et claire déclaration du caractère politique de la GI. Dans ce contexte les arguments étaient relativement directs²⁹ mais l'intransigeance des Etats-Unis et du secteur privé- aidés à cette occasion par la plupart de la société civile du Nord- ont fait les progrès par rapport à la GI vraiment difficiles. Les négociations du SMSI sur la SI ont été inquiétantes étant donné la façon de débattre des thèmes tels que la gouvernance, la représentation et la légitimité politique, ainsi que la colonisation de nouveaux scénarios politiques récemment formés au sein de la SI par l'idéologie néo-libérale. Les institutions sociopolitiques existantes ont répondu d'une façon tardive, elles ont même été incapables de répondre d'une façon appropriée à ces menaces.

La position des Etats-unis par rapport à la GI était essentiellement assez évidente : ce pays avait le contrôle sur l'Internet et il n'allait pas le perdre. A fin d'exprimer cette position d'une façon un peu plus diplomatique, il s'est attribué un « rôle historique » dans la gestion

²⁸ Voir les publications sur l'Internet Governance Project www.internetgovernance.org, notamment "Internet Governance: the State of Play", - description de la gouvernance actuelle de l'Internet

²⁹ Voir les diverses publications de l'Internet Governance Project sur ce thème.

de l'Internet en se servant de cet argument en tant qu'une raison valable pour maintenir le *status quo*.

Malheureusement pour les Etats-Unis et pour d'autres partisans du *status quo*, la conception néo-libérale dominante de la SI s'est vue divisée et le front Union Européenne - Etats-Unis défait. Ce contrôle exclusif du gouvernement des Etats-Unis sur quelques aspects fondamentaux de la GI, par exemple, sur le fichier de la zone racine du système de noms de domaine (*DNS root zone file*)³⁰ était inacceptable pour la généralement collaboratrice UE. Cette division a provoqué de nombreuses négociations positives sur la GI, ainsi que quelques résultats. Même si la nature essentielle de la GI est restée inchangée jusqu'à présent, les documents du SMSI font une déclaration de la nature politique de la GI, ainsi que du rôle légitime de tous les pays et d'autres parties prenantes d'intervenir dans sa gestion. Le SMSI a établi un processus de négociations multilatérales, de toutes les parties prenantes, en vue d'approfondir les changements dans la GI. En même temps, il a été créé un espace pour la discussion de politiques, appelé Forum de gouvernance de l'Internet³¹ (FGI). Le FGI sera une institution d'importance de la nouvelle ère – une institution qui regroupera toutes les parties prenantes et qui sera chargé de traiter les thèmes les plus importants concernant la gouvernance mondiale de l'Internet. La création de ce forum s'est avérée un résultat fondamental du SMSI.

En tenant compte de toutes les limitations concernant les résultats d'importance, le SMSI a réussi à défier voire à éclipser le discours ainsi que le concept néo-libéraux de la SI diffusés avant la réalisation du sommet. Ce sommet a du moins démasqué le mythe d'un consensus mondial sur la SI et la conception des TICD.

³⁰ Le fichier principal du Système de Noms de Domaine (DNS sigle en anglais, *Domain Name System*) qui dirige le flux logique de données sur l'Internet.

³¹ Voir l'ordre du jour de Tunis: www.itu.int/wsis/docs2/tunis/off/6rev1.html

5. Le contexte de la SI au Sud

Même si les limitations pour les TICD venaient principalement du système néo-libéral imposé par le Nord, quelques conditions au Sud ont fourni le terrain fertile pour l'expansion du paradigme des TICD guidées par les marchés. D'une part, les gouvernements du Sud ont fondamentalement vu dans les TIC une opportunité pour les exportations dans les domaines du *software*, du *hardware* et des services nés à partir de la Technologie de l'information (TI). Ces industries émergentes semblaient offrir de nouvelles opportunités considérables aux pays tels que l'Inde, le Taiwan et les Philippines : la plupart des pays en développement cherchait donc à imiter ces réussites. Toutefois ces industries prêtaient des services principalement à la SI émergente au Nord et, en moindre degré, au secteur domestique des affaires. L'application systémique des opportunités offertes par les TIC pour les priorités de développement dans le Sud n'a pas encore été sérieusement considérée au Sud. Les TICD sont restées un domaine exclusif des ministères de TI et des télécommunications de ces pays qui ne les considèrent que dans leurs possibilités limitées dans le domaine de la croissance économique. Les ministères de télécommunications des pays en développement sont dans leur majorité entrés dans le tourbillon de l'expansion des télécommunications –de la téléphonie, notamment de la téléphonie mobile, de l'Internet aussi dans les marchés les plus mûrs, tous des domaines où la participation du secteur privé est de plus en plus importante.

C'est ainsi que, dans les pays en voie de développement les ministères de TI sont principalement engagés dans le développement des conditions qui permettent une promotion de l'industrie de TI locale : même si ces ministères considèrent quelques priorités nationales importantes ils ont une orientation fortement inclinée vers le secteur privé. Leur plus grande préoccupation est la promotion de l'industrie de la TI et des télécommunications, ils sont donc de plus en plus à l'aise avec le langage des corporations multinationales (CMN) de TI et des télécommunications avec qui ils ont dû négocier intensément. Les ministères de TI doivent aussi lutter contre les réalités changeantes de ces domaines ; dans ces circonstances ils se sont révélés incapables de développer convenablement une approche des TICD qui touche tous les aspects du développement social.

Les nouvelles opportunités offertes par les TIC exigent une nouvelle forme de penser le développement ; celui-ci doit être orienté vers les changements structurels et institutionnels et doit avoir ses racines dans les contextes et priorités locales de développement. Il faut alors une orientation de base différente de celle des ministères des télécommunications et de TI, ainsi qu'une approche précise et intensive. Cette tâche est développée de façon plus appropriée par les niveaux des gouvernements consacrés aux activités centrales du développement. Entre-temps, les modèles dominants de TICD promus par les agences donatrices du Nord ont été bien accueillis par les ministres de télécommunications et de TI de plus en plus orientés vers le secteur privé. Cela a favorisé la mise en place de formulations néolibérales des TICD dans différents niveaux gouvernementaux du Sud.

La deuxième condition qui a favorisé l'adoption du paradigme néo-libéral des TICD, liée à la condition précédente, est que les changements technologiques sont trop rapides et donc difficiles à saisir par les fonctionnaires généralement conservateurs des gouvernements. Ce manque de capacité est notamment important dans beaucoup de pays en développement. Au cours de ces temps de changements si rapides, les compagnies technologiques –pour la plupart des CMN- ont gagné un pouvoir excessif en devenant des conseillers *de facto* de

politiques technologiques, de l'application des technologies pour le développement et de thèmes de gouvernance. Les TICD ainsi que la politique et la pratique de la gouvernance numérique sont généralement débattues et décidées lors de symposiums et conférences maîtrisées par les grandes compagnies technologiques du secteur privé. Ce facteur précédemment analysé a contribué à établir le leadership du secteur privé ainsi que la base néolibérale des TICD et de la SI émergente d'une façon encore plus ferme au Sud.

La troisième condition qui a favorisé l'établissement de cadres néo-libéraux de TICD au Sud a été l'attitude envers le phénomène de la SI des acteurs du développement traditionnel, notamment de la société civile. La naissance des TIC a temporellement coïncidé avec les niveaux les plus élevés de lutte du secteur du développement contre les effets négatifs de la mondialisation économique et contre les politiques néo-libérales. La plupart des acteurs du développement ont répondu au discours de la SI en ne considérant le phénomène de la SI que dans sa dimension économique, en tant que propulseur de la mondialisation. C'est pourquoi les TIC ont été considérées par ce secteur comme un «ennemi naturel». Le rapport entre les nouvelles TIC et la mondialisation est sans aucun doute de potentialisation mutuelle. Même si les approches et craintes de ces défenseurs étaient justifiées, elles ne considéraient pas toutes les dimensions ni la profondeur réelles du phénomène de la SI. Les TIC peuvent également être utilisées pour les priorités du développement, de même que les forces néo-libérales s'en sont servies en vue d'étendre leurs intérêts. Ne pas accepter les possibilités offertes par les TIC et par les changements de la SI ne sert qu'à renforcer les approches dominantes et provoque la perte d'excellentes opportunités de développer les nouvelles technologies en vue d'atteindre les objectifs urgents de développement.

Ce manque d'engagement de la part des acteurs traditionnels du développement³² envers les TIC et envers le phénomène de la SI a fait surgir une nouvelle sorte d'ONG dédiée aux TICD. Souvent, ces organisations n'ont pas d'antécédents dans le domaine du développement, leurs positions idéologiques divergent largement des pratiques et de la pensée du secteur traditionnel du développement. Etant donné leur tendance au « pragmatisme » plutôt qu'à la politique, elles peuvent ne rien voir de mal aux modèles néo-libéraux dominants des TICD.

Le vent tourne à faveur des TICD

Cependant les temps changent et les grands changements observés au cours de 5-7 dernières années témoignent de la nature du temps présent. Comme on l'a déjà vu, les formulations précédentes concernant les TICD et la SI élaborées par le Nord ont été fortement remises en question par le Sud. Mieux renseignés, les gouvernements et la société civile ont participé au SMSI, contribuant également à limiter l'échelle et la portée de ce défi que représente le SMSI. La plupart des délégués du Sud au SMSI venaient des ministères de TI et des télécommunications : les acteurs du secteur privé sont devenus les alliés les plus proches de ces délégations gouvernementales, tandis que la société civile adoptait des positions relativement apolitiques, se montrant plus intéressée par la présentation de projets de TICD plutôt que par la contestation d'autres positions. Or, les conditions de tous les facteurs analysés dans la dernière partie de ce document continuent à changer dans le Sud, ce qui promet de nouvelles possibilités pour une approche des TICD et de la SI orientés vers le développement.

³² Comme l'on a vu ci-dessus, cette généralisation est fondée sur l'expérience des TICD au Sud d'Afrique. Sa validité pour d'autres régions du monde en développement devra être analysée. Du fait, la situation en Amérique latine est un peu différente.

De nombreux acteurs des gouvernements ont compris et intériorisé les nouvelles opportunités technologiques en les utilisant dans leurs travaux de développement. Ces nouveaux acteurs des TICD sont issus aussi bien des ministères de développement des gouvernements nationaux que, de plus en plus, des gouvernements provinciaux ou départementaux et locaux. Ceux-ci ont une vision traditionnelle du développement concernant l'application des TIC au développement et leur approche est souvent sensiblement différente de celles des modèles de TICD diffusés par les ministères de TICD. Ces acteurs comprennent clairement les implications des modèles fondés sur les avantages économiques qui avaient été imposés aux projets de TICD. Quand ils font des associations avec le secteur privé, leur objectif n'est pas celui d'optimiser les opportunités d'affaires avec ce secteur, mais d'obtenir de cette association la plus grande valeur ; ils sont aussi plus impatients à l'égard des contrôles régulateurs qui rendent plus difficiles les solutions locales de connectivité : ils cherchent d'ailleurs quelquefois des solutions permettant d'éviter ces régulations. Quand ils décident d'adopter la solution du *software* libre, c'est aussi bien pour ses coûts mineurs à long terme que par affinité idéologique envers des approches non commerciales. Bref, ces acteurs sont généralement plus ouverts aux pratiques de contenus libres qu'aux positions orientées vers la défense des IPR.

La position de leader des technocrates et des compagnies technologiques privées concernant l'application des TIC a largement été érodée par la familiarisation croissante de la plupart des acteurs du développement avec les nouvelles technologies. Cette perte de pouvoir des compagnies technologiques a également été engendrée par l'échec cuisant de la première génération des applications de TI pour le développement et la gouvernance, qui étaient trop guidées par des politiques commerciales. Un grand nombre d'acteurs comprennent aujourd'hui les principes de base et les paradigmes cachés derrière ces nouvelles technologies et leurs applications ; ils reconnaissent en plus que le rôle des technologues et vendeurs de ces technologies est de fournir le soutien nécessaire aux besoins des usagers qui ont déjà un certain degré de compréhension des principes de base et des paradigmes de ces technologies.

Les acteurs non gouvernementaux du développement sont également aujourd'hui plus familiarisés avec ces nouvelles technologies ; ils sont convaincus du pouvoir de celles-ci pour élargir le programme du développement. Ils cherchent de plus en plus l'application de ces technologies aux différents domaines de leur travail, même s'ils se voient souvent dépassés et confus par les paradigmes néo-libéraux de TICD dominants. Ce sont ces mêmes acteurs qui ressentent le besoin de remettre en question ces paradigmes technologiques et leur contexte socio-politique, à l'échelle mondiale, nationale et locale ; ils désirent donc développer de nouveaux paradigmes adaptés à leur contexte ainsi qu'aux priorités de développement du Sud³³.

Vers la construction d'une nouvelle théorie de SI réalisable dans le Sud

Quand on fait l'analyse du discours de la SI à l'échelle mondiale et que l'on observe les changements sur le terrain, on se rend compte qu'il est temps pour les acteurs du développement de remettre en question et de remplacer les modèles dominants de TICD et de la SI par de nouvelles théories et des concepts orientés vers le développement. Il faudrait donc que ces théories soient fondées sur les droits sociaux, politiques et

³³ Beaucoup de militants de la société civile du Sud, des secteurs du commerce mondial et des droits de la propriété intellectuelle ont compris l'importance de leur participation aux débats sur la SI ainsi que de leur engagement envers ces derniers.

économiques des personnes ainsi que sur les luttes sociopolitiques des pays et des classes sociales démunies. Le marché mondial est sans aucun doute un milieu totalement inapproprié pour commencer à développer ce nouveau cadre de la SI. Ce sont les impératifs sociaux, culturels et politiques qui doivent déterminer le cadre approprié ainsi que s'imposer sur les thèmes économiques.

Il est toutefois important de comprendre que le refus des modèles néo-libéraux des TICD et de la SI n'entraîne d'aucune façon un simple retour à la situation préalable à leur arrivée. Le pouvoir des TIC et leur impact important dans notre vie sociale est réel et il faut l'affronter. Il faudra en fait s'en servir pour obtenir des changements sociaux progressifs, en acceptant les modifications structurelles et institutionnelles nécessaires pour atteindre ce but, ainsi que les investissements requis. Il faut tout d'abord comprendre la nature et l'importance capitale des changements qui ont lieu autour de nous : la nature des marchés et des interactions des affaires ont changé ; la communication sociale, les structures et les activités organisationnelles ont subi de forts impacts ; des changements fondamentaux ont eu lieu dans tous les domaines – de l'éducation et des loisirs jusqu'aux activités gouvernementales et bancaires. Alors que tant de paradigmes sociaux sont en train de se reconstruire, il serait peut-être temps de modifier complètement le paradigme du développement. Le nouveau contexte devra être approprié aussi bien dans la théorie que dans la pratique, et permettre ainsi de construire un nouveau cadre de développement de la SI.

Les théoriciens sociaux et politiques de la SI – notamment ceux intéressés pour explorer et s'engager activement dans les possibilités de développement et du changement social positif - doivent maintenir la tendance générale de développer des idées et des actions menant au changement. En ces temps de transition, les politiques d'opposition, tellement nécessaires, restent insuffisantes. Les politiques de construction, par contre, jouent un rôle très important en proposant de nouvelles alternatives et en y investissant. Dans la SI émergente, les acteurs progressistes, qui avaient pu être marginalisés ou exclus quand il s'agissait de guider les changements dans les scénarios d'influence, ont maintenant de grandes opportunités de collaboration. C'est dans ces termes que Susan George l'exprime dans sa « Brève histoire du néo-libéralisme »³⁴

“Voyons-le de cette manière: les chiffres sont de notre côté, puisqu'il y a beaucoup plus de perdants que de gagnants au jeu néo-libéral. Nous avons les idées tandis que les leurs sont maintenant finalement remises en question suite à des crises répétées. Ce qui nous manque pour le moment, c'est l'organisation et l'unité qu'à cette époque de technologies avancées on peut bien surmonter. La menace est clairement transnationale, donc transnationale devra être la réponse ».

Pour construire une réponse progressiste aux opportunités de développement posées par les TIC, il faut tout d'abord, remettre en question et défaire la théorie dominante sur les TICD ainsi que sur la SI et ses conceptions. Cet exercice sera utile comme point de départ pour le développement d'une nouvelle théorie des TICD- ou d'une théorie de la SI pour le Sud. L'idée d'une « SI pour le Sud » incorpore les éléments systémiques des changements institutionnels et structurels nécessaires à la capitalisation des opportunités de développement actuelles et la représente plus précisément qu'avec le terme TICD. Ce dernier mot est historiquement associé à quelques concepts établis qui devraient être analysés et qui pourraient être problématiques. Ces concepts peuvent s'avérer inoffensifs

³⁴ “A Short History of Neo-liberalism: Twenty years of elite economics and emerging opportunities for structural change” (<http://www.globalexchange.org/campaigns/econ101/neoliberalism.html>)

tout d'abord et provisoirement utiles. Toutefois ils sont des outils de diffusion de la domination idéologique qui aident à l'établissement de cadres sociopolitiques qui fixent un agenda spécifique. Quelques concepts célèbres des TICD, par exemple l'environnement propice, le renforcement de capacités et la participation de toutes les parties prenantes, malgré leur apparent contenu utilitaire et pro développement, ont acquis une signification idéologique profonde. Ces concepts utilisés habituellement contribuent à la construction d'un cadre sociopolitique des TICD à caractère néo-libéral, dépourvu des bénéfices pour les démunis. Nous ferons ci-après une analyse de déconstruction de quelques concepts illustratifs.

L'environnement propice

Un environnement propice est, sans aucun doute, nécessaire afin que les efforts puissent saisir les opportunités des TICD. Cependant, qu'est-ce que ce terme veut exactement dire en ce qui concerne les TICD ? Quels sont les acteurs cible ? Qu'est-ce qu'on attend d'un acteur en termes de conduite favorable ? – voilà des aspects décisifs qui doivent être examinés. Le concept « environnement propice », dans le discours des TICD, est généralement utilisé pour déterminer ainsi que pour proscrire le rôle du secteur public dans ce domaine. La façon de comprendre le concept « environnement propice » est décrite dans un document de la UN ICT Task Force³⁵ de la manière suivante :

“Un environnement propice” est traditionnellement caractérisé par la concurrence, les marchés ouverts, la prédictibilité, la transparence, l'application des normes et des ressources légales. Ces caractéristiques sont essentielles mais pas toujours suffisantes. Il faut compter sur des éléments additionnels pour promouvoir les TIC pour le développement, à savoir: encouragements des affaires en vue de stimuler les investissements, fonds d'appui pour les changements en gestion / fonds universels pour surmonter les barrières d'entrée, création de capacités humaines et institutionnelles et promotion de la responsabilité sociale du secteur privé ».

Le secteur public devrait être sur ses gardes plutôt que contribuer à la création de conditions parfaites qui permettent au secteur privé de modérer la SI. La possibilité du secteur public de jouer un rôle plus important dans le développement de l'infrastructure et dans la promotion des changements de la SI ne fait pas partie du concept d'« environnement propice » dans sa conception dominante. Celle-ci a sans aucun doute une inclination en faveur des idéologies de marché.

Les documents issus du SMSI utilisent aussi ce terme dans le texte qui décrit le rôle des gouvernements dans la mise en œuvre des résultats du SMSI.

Au plan national, sur la base des résultats du SMSI, nous encourageons les gouvernements, avec la participation de toutes les parties prenantes et *compte tenu de l'importance de disposer d'un environnement propice*³⁶ à créer un mécanisme national de mise en œuvre. (Agenda de Tunis, paragraphe 100)

Il est intéressant de remarquer que l'expression “environnement propice” a été introduite au cours des étapes finales par un délégué du Nord, au milieu de négociations intenses sur

³⁵ Forum mondial pour la promotion de l'environnement propice pour le développement numérique (*Global Forum On Promoting Enabling Environment For Digital Development*, Berlin, 19-20 novembre 2004) – Rapport informel - www.Unicttaskforce.Org

³⁶ *Emphase de l'auteur.*

quelques thèmes « fondamentaux » concernant la mise en oeuvre -comme la détermination de l'agence des Nations unies la plus appropriée à jouer les rôles clés de mise en œuvre. Cette expression n'a donc pas retenu l'attention des acteurs du Sud. Un langage similaire a été également proposé et introduit en même temps dans la section du document qui fait allusion aux responsabilités de mise en oeuvre, à l'échelle mondiale, dans lequel on séparait effectivement les rôles du secteur public et du secteur privé, déterminant ce que les gouvernements et d'autres structures politiques peuvent et doivent faire. Cette attitude qui n'a pas entraîné de réclamations comporte des implications importantes dans la base institutionnelle de la SI émergente. L'incapacité des délégués du Sud à reconnaître et à résister cette stratégie, démontre clairement comme le manque des capacités théoriques sur la SI des acteurs du Sud, peut compromettre l'agenda du développement.

Renforcement de capacités

Le renforcement de capacités, un autre concept important des TICD, a acquis de nuances spécifiques de l'économie politique. Conformément au paradigme dominant de la SI, le renforcement de capacités institutionnelles implique la formation des modérateurs en politiques de télécommunications orientées aux marchés, tandis que le renforcement de capacités individuelles est fondamentalement considéré comme la formation adressée aux « travailleurs du savoir » qui doivent entrer dans les chaînes mondiales de valeur des TIC. Les besoins de renforcement de capacités afin de saisir les opportunités de la SI pour le développement varient aussi bien au niveau institutionnel /organisationnel qu'au niveau individuel /communautaire. Cependant ces besoins n'ont pas été encore suffisamment analysés et sont généralement ignorés.

Richard Stallman, fondateur du Mouvement de *Software* Libre, critique durement ces essais de « renforcement de capacités » auxquels il considère comme des moyens pour l'adoption au Sud des concepts néo-libéraux dominants. En ce qui concerne l'activité de renforcement de capacités de l'OMPI, dénommée « assistance technique » il considère :

« L'«assistance technique» de l'OMPI est structurée pour soudoyer légalement les officiers de brevets qui sont instruits à répéter la propagande des méga corporations³⁷ en échange de voyages aux stations balnéaires internationales, payés avec des fonds publics ».

Au cours de dernières étapes de la phase de Tunis du SMSI, un renforcement des capacités a été proposé par le Canada comme une branche d'olivier. Le but était de calmer les demandes insistantes du Sud qui voulait introduire le développement dans l'ordre du jour de la GI. Les Etats-Unis étaient sur la défensive en résistant aux réclamations qui prônaient l'ouverture des espaces politiques de GI aux autres gouvernements et aux autres acteurs non gouvernementaux. La demande d'un Forum de gouvernance de l'Internet pour débattre sur les politiques publiques concernant la GI émergeait comme l'une de demandes minimales. A ce moment-là, la délégation canadienne a présenté une proposition qui a été bien accueillie par plusieurs acteurs, y compris la société civile du Nord. Cette proposition comportait des caractéristiques clés, à savoir : 1) déplacer le texte concernant le Forum de gouvernance de l'Internet à la section « promotion du développement » qui faisait partie des documents finals du SMSI (de cette manière la proposition cherchait à déterminer le type d'affaires politiques qui pouvaient être discutés dans le Forum) ; 2) à

³⁷ Envoyé à la liste d'adresses de la Plénière de la Société Civile , le 26 juillet 2005
<http://mailman.greenet.org.uk/mailman/listinfo/plenary>

moins que quelqu'un n'adopte une approche expansive du « développement » qui aurait remis en cause un certain nombre de sujets importants de politique économique - définir le « renforcement de capacités » comme l'une de plus grandes attributions du Forum. C'est ainsi qu'on a visé à la réduction des espaces politiques publics- qui étaient la véritable raison de controverse dans les discussions concernant un Forum de gouvernance de l'Internet - en enseignant à ces acteurs pas suffisamment formés ce qu'est la politique dans le domaine de la GI.

Cette proposition au milieu des négociations concernant la GI a reçu la forte opposition des acteurs du Sud. Le « renforcement de capacités » ne pouvait pas être une solution de remplacement au droit à la participation politique publique, laquelle entraîne un impact direct sur eux. Cette perspective de la politique publique, à partir de laquelle les politiques « naturelles » sont prises pour ensuite être données et les personnes sont écartées plutôt que reconnues comme détentrices du droit à déterminer la politique, est un fort principe néo-libéral.

Las asociaciones de múltiples partes prenantes

L'expression « participation de tous les acteurs aux prises de décision » (*multistakeholderism*) a été employée tout d'abord au discours des TICD et ensuite au SMSI. Les associations de multiples parties prenantes (MSP sigle en anglais, *Multiple Stakeholder Partnerships*) représentent des associations intersectorielles qui peuvent potentiellement suggérer une stratégie utile pour utiliser de manière synergique les forces et les compétences de différents acteurs aux fins de TICD. Toutefois le contenu réel de cette expression a une forte inclination vers le secteur privé ; elle est généralement employée pour délégitimer le contrôle politique, les contestations politiques ainsi que les systèmes politiques.

Au niveau local et de la mise en oeuvre, l'approche des MSP, comme il a été suggéré ci-dessus, suppose une nouvelle manière de coopération parmi les acteurs publics, privés et de la société civile pour exploiter les opportunités des TICD selon un modèle *gagnant-gagnant* pour toutes les parties. Même si ces opportunités d'interaction existent et il faut les optimiser, il est fondamental de déterminer quels sont les membres qui définissent le programme des activités à développer³⁸. Le secteur privé peut s'avérer très utile pour améliorer l'efficacité du processus mais l'agenda et les objectifs de développement ne peuvent pas être fixés par ce secteur ; ils sont donc du ressort du secteur public et communautaire. Le secteur privé essaie souvent de couvrir ses intentions de maximisation des bénéfices avec les objectifs sociaux des MSP. Néanmoins, quand il surgit un conflit d'intérêts entre ces deux secteurs, le secteur privé a du mal à sacrifier les bénéfices. Les MSP qui donnent au secteur privé un grand pouvoir de détermination de l'agenda, peuvent s'avérer très nuisibles aux activités de développement.

Il faut remarquer la façon dans laquelle le concept des MSP a été employé pour dépolitiser le développement. Dans la citation suivante à propos des MSP du Global Knowledge Partnership (GKP)³⁹ il y a une bonne illustration de la réductionnisme de cette notion à une

³⁸ Concernant le 'point de contrôle' (*locus of control*) dans les MSP pour les TICD, voir "Pro-Poor Access to ICTs - Exploring Appropriate Ownership Models for ICTD initiatives" - étude de trois cas réalisé par IT for Change pour le PNUD. <http://www.itforchange.net/projects/#pro-poor>

³⁹ www.globalknowledge.org/gkps_portal/index.cfm?menuid=178&parentid=179

doctrine du type TINA (sigle thatchérien⁴⁰ pour l'expression "*there is no alternative*" –il n'y a pas d'alternative- employé pour encourager le néolibéralisme.

«... dans les pays en voie de développement, un pourcentage croissant de l'aide au développement est délivré à travers les organisations de la société civile. Par ailleurs et grâce à la technologie de l'information, les organisations de la société civile se font entendre de plus en plus, devenant de plus en plus organisées pour la défense de leurs objectifs. Cette nouvelle force politique entraîne un choix. Les groupes de la société civile pourront adopter un rôle de défense ou de campagne politique, ou bien pourront faire partie de la solution, sur la base de leurs connaissances locales, capacité d'innovation et confiance du public général, et contribuer en partenariat aux solutions durables ».

Dans une révision⁴¹ de cet article, Sean Ó Siochrú analyse les commentaires ci-dessus et autres similaires et développe une forte critique à la conception dominante des MSP.

«Cet aparté totalement inattendu, qui n'est même pas central au débat, suppose clairement que les groupes de défense ou de campagnes politiques de la société civile font partie du problème : s'ils veulent faire partie de la solution, ils devraient rejoindre des partenariats. D'après cette version des MSP à la George W. Bush on a le choix: ou vous êtes avec nous, ou vous êtes contre nous. Vous pouvez faire partie du problème ou bien nous rejoindre et faire partie de la solution... C'est ainsi que, à partir de cette perspective de la société civile, ou plutôt de ce large secteur qui croit en l'existence de graves problèmes structurels à résoudre de façon urgente, l'application des MSP comme on le propose ici ne sera possible que dans les domaines où les disputes sur les relations de pouvoir et les facteurs structurels sont minimales. Malheureusement ces conditions sont assez restrictives si l'on tient compte des circonstances mondiales ».

À l'échelle mondiale, les MSP représentent fondamentalement la participation du secteur privé et de la société civile aux espaces de politiques publiques. Même si au cours du SMSI l'on a pu observer que le secteur privé et la société civile ont joué un rôle officiel plus important que dans tout autre forum mondial de gouvernance, il faut remarquer deux aspects significatifs sur ce thème. D'une part, la présence de la société civile semblait légitimer l'importance croissante du rôle joué par le secteur privé au SMSI, ainsi que le discours sur la SI. D'autre part l'accent mis sur la participation de tous les acteurs aux prises de décision (multistakeholderism) ainsi que sur l'encouragement de nouvelles plates-formes mondiales alternatives pour la discussion de politiques de la SI, a servi pour faire obstacle aux organismes de gouvernance mondiale légitime comme les Nations unies et a favorisé les gouvernements du Nord. On a précédemment vu comment les espaces des parties prenantes, du type DOT Force, ont été employés pour encourager des programmes dépourvus de la participation politique réelle. Le besoin d'encourager la participation de toutes les parties prenantes a été mentionné au SMSI par les gouvernements du Nord qui s'opposaient à la désignation du leadership -concernant la mise en œuvre de plusieurs lignes d'action du Plan d'action de Genève- de différentes agences des Nations unies. Cette conception a été aussi utilisée pour défendre le *status quo* dans la GI et pour résister les efforts se dirigeant vers une gouvernance de l'Internet plus légitime.

⁴⁰ Allusion au Premier Ministre britannique, Margaret Thatcher, l'une de plus grands défenseurs du néolibéralisme aux années 80.

⁴¹ Ibid.

La société civile du Sud qui a participé au SMSI était fondamentalement composée de nouvelles ONG de TIC pour le développement, qui ne se sentaient pas spécialement impliquées dans les débats et les thèmes dérivés des négociations politiques; elles s'intéressaient d'avantage à la recherche de solutions de TICD « avec la coopération de toutes les parties prenantes ». Une telle participation de tous les acteurs intéressés se fait souvent au détriment de toute contestation politique et de toute recherche de changements structurels plus profonds. On ne soulignera jamais assez le besoin d'un tel engagement dans une SI émergente.

6. L'économie politique d'une SI axée sur la personne et le développement

Le SMSI engage la communauté mondiale à établir une SI de l'intégration, axée sur la personne et orientée vers le développement⁴². L'architecture de cette SI axée sur la personne et orientée vers le développement exige une nouvelle théorie progressiste de la SI fondée sur quelques idées qui découlent de l'action, la lutte et la remise en question, plus proches de la réalité de la SI qui est en train de se faire autour de nous. Beaucoup de ces scénarios sont encore éloignés des centres de débat, de discussion et de mise en place des politiques, y compris le SMSI.

L'une des caractéristiques essentielles de cette SI doit être celle de disposer, à l'avenir, d'une économie qui utilise le pouvoir des nouvelles TIC pour produire et distribuer des biens et des services d'une manière plus efficace. Comme il a été analysé dans la première partie de cet article, les possibilités de se connecter et la richesse de l'information, propres à la notion de société en réseau, ont été considérées du point de vue théorique comme étant la plate-forme idéale permettant de gérer les interactions compétitives, fondées sur des intérêts propres afin de profiter au maximum des résultats. Il a été proposé que cela pourrait être atteint à travers la plate-forme des TIC extrêmement efficaces sans que l'on ait besoin d'avoir recours à des aménagements d'ordre sociopolitique qui s'imposent lorsqu'il s'agit de systèmes de marché imparfaits. Cette colonisation du phénomène de la SI est opportuniste au plus haut degré. Il n'y a rien dans les nouvelles TIC, ni dans les possibilités qu'elles ouvrent devant nous, qui justifie cette équivalence de la SI aux marchés et au néolibéralisme. Pour l'essentiel, les systèmes qui se fondent sur les nouvelles TIC permettent d'atteindre des niveaux de "complexité de gestion" beaucoup plus élevés, ce qui entraîne quelques conséquences importantes pour l'organisation sociale. Une meilleure administration des marchés –espérons que cela se fasse dans le sens d'une plus grande transparence et d'une plus grande équité- n'est que l'une des possibilités. Les innovations fondées sur les TIC fournissent aussi des outils puissants pour ce qui est de la gestion de la collaboration sociale, à travers les différents niveaux de complexité, et à une échelle qui n'avait jamais existé auparavant. Ceci suggère de nouvelles possibilités quant à la restructuration des institutions sociopolitiques dans de nouveaux contextes.

En revenant à la "théorie des réseaux" de Castells –déjà citée dans cet article- on pourrait dire que bien que les nouvelles formes d'organisation sociale fournies par les réseaux conduisent à une plus grande efficacité du point de vue de l'interaction et des échanges, de considérables effets négatifs se produisent aussi dans les organisations sociales construites sur le paradigme des "réseaux". Normalement, les actions en réseau –extrêmement efficaces, du moins en apparence- contribuent aussi à "créer un système social instable à des niveaux croissants de complexité"⁴³. Donc, les TIC permettent de gérer certaines complexités tout en introduisant d'autres.

Dans le nouveau paradigme social, "le réseau" triomphe toujours bien que parfois ce ne soit pas le cas de ses composantes humaines. "Les réseaux –tous les réseaux- finissent, en dernière instance par se restructurer: leur composition, leurs membres voire leurs activités, changent. Le problème est que les gens, et les territoires, dont la subsistance et la destinée

⁴² Déclaration de Genève, *op cit.*

⁴³ Castells, *op.cit.*

dépendent de leur positionnement dans les réseaux, n'arrivent pas à s'adapter aussi vite"⁴⁴. Ce point de départ est extrêmement important pour ce qui est de la construction théorique du cadre social et de justice de la SI.

Un aspect important des politiques sociales est la médiation de la compétitivité et la flexibilité du "réseau" à travers la collaboration, la stabilité et la structuralité. Cette médiation exigera des transformations dans nos systèmes sociopolitiques: un engagement avec les nouvelles possibilités offertes dans le contexte changeant de l'organisation sociale.

Nous sommes témoins de nombreuses remises en question de différents sujets concernant la SI. Le défi lancé aux modèles dominants par les partisans enthousiastes de l'infrastructures sans fil libre, le mouvement de code ouvert et libre et ceux qui proposent des systèmes de contenus libres d'une part, ainsi que la remise en question accrue des nouveaux rôles et des rapports entre les secteurs public, privé et communautaire d'autre part, ont rendu essentiel le sujet de l'économie politique de la SI: en effet, il est urgent de considérer sous ce nouveau jour nos systèmes sociopolitiques. A la base de cette nouvelle considération ont trouvé les questions suivantes –fondamentales- de la politique économique: les nouvelles possibilités de la SI devront-elles être employées exclusivement pour augmenter la concurrence fondée sur les intérêts individuels et protéger ainsi le privilège des gagnants comme moyen d'aiguillonner en permanence une concurrence accrue et toujours plus marquée? Ou bien devront-elles aussi créer les conditions permettant de promouvoir et de favoriser les actions collectives, fondées sur la gouvernance juste et démocratique, en visant surtout les valeurs et les intérêts du plus grand nombre?

Le "Rapport sur le Développement Mondial 2006 – Equité et Développement" de la Banque Mondiale a adopté quelques points de vue assez intéressants. Ce rapport souligne les thèmes de l'équité dans les politiques publiques et lance un appel: il faut reconnaître avec plus de vigueur que l'action publique devrait chercher à aplanir le terrain en favorisant l'expansion de l'accès aux possibilités accrues qui désormais se présentent"⁴⁵. Ce rapport ne limite pas le "terrain" aux marchés neutres, justes et propices: il fait que cette notion embrasse bon nombre de sujets d'ordre socioéconomique.

La distinction entre "le jeu" et le "terrain de jeu" montre très bien les enjeux de l'économie politique. Un terrain aplani est une métaphore pour l'"égalité de chances" qui sera atteinte grâce aux politiques publiques; elle assurera à tous les "joueurs" les mêmes possibilités pour obtenir différents résultats socioéconomiques. Dans le contexte de la SI, quelques nouveaux sujets apparaissent par rapport au "terrain de jeu", outre les aspects d'ordre social et politique concernant la survie des individus: santé et éducation, accès et pratiques justes des marchés, systèmes légaux et de gouvernance efficaces, sécurité sociale, etc.

Dans ce contexte de la SI, le lien croissant des terrains de jeu transforme ceux-là en un grand terrain de jeu commun. Ceci peut être aisément conçu en termes d'interactions mondiales des marchés; mais, le développement de la SI suppose, du coup, d'autres aspects sociopolitiques de l'organisation sociale allant dans le même sens, c'est-à-dire une plus

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Cf. Francisco Ferreira, l'un des principaux auteurs du rapport.

<http://>

ourworld.worldlearning.org/site/News2?jservSessionldr006=peigvhae32app8n&page=NewsArticle&id=761&news_iv_ctrl=1341

grande intégration et un “degré de communauté” (*common-ness*) accru⁴⁶. Evidemment cela suppose de nouveaux “sujets à aplanir” et le besoin d’adopter de nouvelles formes d’action publique et communautaire, suite à l’appel de la Banque Mondiale.

La construction d’un terrain de jeu aplani pour la SI – Une nouvelle structure commune à la SI

Traditionnellement, l’infrastructure a été considérée du domaine du “terrain de jeu” et la responsabilité, par défaut, des politiques publiques pour sa mise en place est une règle de l’économie politique –une règle largement acceptée. Cependant, en rapport avec l’activité économique qui rend possible que différentes infrastructures existent –à tel point qu’elles peuvent rendre possibles la connexion des bénéfices économiques de telle activité avec un modèle financement de l’infrastructure- les tarifs de l’usager peuvent être mis en place en échange de l’utilisation qui est faite de l’infrastructure. Les tarifs sont aussi appliqués comme un moyen permettant de rendre plus rationnel ou optimal l’usage de l’infrastructure. Il se peut même que les deux rivalisent. Si ce modèle de tarifs d’usage était vraiment prêt à l’usage tout en dégagant des bénéfices raisonnables on pourrait s’attendre à ce que le secteur privé, lui aussi, soit un fournisseur de services d’infrastructure. Ce modèle est encouragé dans les limites des politiques publiques tout en rappelant les conditions requises pour fournir des services à la communauté. Etant donné que la plupart des infrastructures ont une influence sur les ressources publiques tangibles ou pas, il est très important de contrôler que les flux financiers ayant pour destinataires les acteurs privés se trouvent dans les limites du raisonnable.

La nouvelle conception, plus vaste et plus fréquente, du “terrain de jeu” de la SI introduit des sujets d’infrastructures nouveaux et décisifs. Il en ressort qu’il est urgent de concevoir et de construire les infrastructures communes nécessaires en tant qu’éléments du nouveau terrain de jeu : voilà une tâche sociale et politique extrêmement importante. Aux institutions publiques reviennent, par défaut, ces tâches et ces responsabilités. La logique d’un modèle public qui fournit l’infrastructure commune de la SI est favorisée par deux des caractéristiques de cette Société. D’une part, la connectivité –la connexion entre les choses et les personnes- ainsi que l’information sont théoriquement non rivales, c’est-à-dire que ni la connectivité ni l’information ne se consomment par leur “utilisation”: le fait de les fournir à une personne ne se fait pas au détriment des autres. En fait, ces “services” sont non rivaux dans la mesure où chaque utilisation peut multiplier la quantité/qualité aussi bien de la “connectivité” que de l’”information”: de fait, le coût marginal de son utilisation peut être négatif. Nous analyserons plus loin cette infrastructure de la SI et les caractéristiques qui lui sont propres. D’autre part, il y a une raison supplémentaire pour demander un rôle et une présence du secteur public dans l’infrastructure de la SI: pour l’essentiel, et tout particulièrement dans le Sud, elle se trouve à ses débuts quant au développement de ses institutions et de ses structures. Cet aspect sera traité plus loin, dans la partie consacrée au Sud.

⁴⁶ Ce sujet devra aussi être abordé, quoique nous n’en approfondirons pas l’analyse dans ce document-ci: il s’agit de savoir si les représentés ont consenti cette extension, les concessions et les contrôles qu’elle implique, ou bien si cette extension est une mesure présentée comme un fait accompli. Cette extension concerne aussi l’identité et la diversité culturelles ainsi que leur traitement. Ces sujets ne sont pas analysés en détail dans ce document. Cependant, ces sujets, qui sont de première importance, requièrent une analyse à part. Il nous semble important de remarquer que la déclaration de la société civile lors du SMSI utilise le pluriel “sociétés de l’information” au lieu d’une notion au singulier d’une seule société de l’information. Cf. “Shaping Information Societies for Human Needs” in www.itu.int/wsis/docs/geneva/civil-society-declaration.pdf

La SI se fonde sur plusieurs éléments structuraux qui peuvent être considérés, dans l'ensemble, comme étant l'infrastructure de la SI. Nous pouvons distinguer trois niveaux: l'infrastructure de connectivité qui fournit la connectivité entre les différents éléments de la SI; l'infrastructure de *software*, c'est-à-dire le *software* qui fonde la plupart des activités de la SI et l'infrastructure de contenu, c'est-à-dire les plates-formes de communication de l'information et du savoir –systèmes et institutions-. Tous ces aspects de l'infrastructure de la SI ont des caractéristiques qui lui sont propres et qui font qu'elle soit unique, en plus du fait qu'elles servent de base à une nouvelle approche politique et économique visant à modéliser la SI. Ces infrastructures sont communes, non seulement parce que presque toutes sont communes à un groupe considérable d'activités socioéconomiques: elles sont, en outre, des *biens communs* dans la mesure où leur valeur est proportionnelle au nombre d'utilisateurs: en effet, plus le nombre d'utilisateurs augmente, plus leur valeur augmente. Par conséquent, l'infrastructure de la SI ne peut être construite que si l'on considère que non seulement elle est non rivale, mais qu'en plus elle est anti-rivale.

Cette caractéristique propre à l'infrastructure de la SI, à savoir celle qui établit que plus il y a d'utilisateurs plus la valeur de l'infrastructure augmente, pourrait amener les acteurs privés qui seraient en train de fournir ces services d'infrastructure à établir des avantages ou des pratiques déloyales pour les titulaires. En effet, souvent ils prêtent ces services à partir des situations de force que les monopoles, les oligopoles ou des concessions publiques importantes permettent de créer. Ceci peut faire en sorte que, dans les faits, la valeur des services diminue, une augmentation artificielle des coûts se produise et qu'il y ait inhibition de l'innovation: voilà juste le groupe de vertus citées afin de justifier un rôle accru du secteur privé. Cette situation permet aussi aux acteurs privés de bénéficier par des pratiques déloyales de l'exploitation des ressources publiques communes. Nous pouvons remarquer cette tendance dans les trois aspects de l'infrastructure commune de la SI que nous analyserons plus loin. Ci-après, nous ferons une analyse rapide des défauts des secteurs privé, public et communautaire dans ce domaine de l'infrastructure de la SI.

L'infrastructure de connectivité

L'infrastructure de connectivité de la SI semble être, de prime abord, une infrastructure qui exclut et qui est rivale. Cependant, la connectivité sans fil ouverte transforme complètement le paradigme de la connectivité. Même dans le cas de la connectivité par réseaux physiques, que ce soit au niveau dernière mille de connexion (*last mile cables*) ou au niveau du réseau lui-même (*backbone service*), la capacité du réseau est, à l'heure actuelle, largement sous-employée. Même dans des pays comme les États-Unis, largement connectés, presque 70% de l'infrastructure en fibre optique n'est pas employée. Les innovations technologiques semblent aussi multiplier très rapidement la capacité de débit dans l'infrastructure câblée déjà installée. Cependant, les compagnies de télécommunications ne disposent pas de primes visant à encourager les innovations en ce sens. Ceci rend encore plus frappant le gaspillage qui est en train de se produire: on sous-emploie la capacité existante car les entreprises n'arrivent pas à trouver les modèles d'affaires appropriés qui permettraient aux gens d'utiliser la connectivité existante. La connectivité non utilisée n'est pas non plus disponible pour être employée dans des usages d'utilité sociale soit, par exemple, le développement de systèmes et d'institutions fondés sur les TIC orientés vers l'éducation, les services de santé ou une meilleure gouvernance. D'habitude, le développement de ce type de systèmes, du moins à ses débuts, ne fournit pas de bons modèles d'affaires. La valeur du financement public et de la provision de cette infrastructure cruciale sont donc évidents.

Entre-temps, même quand trop de capacités ne sont pas employées, le modèle téléphonique dominant est encore fondé sur PSTN (en anglais, *Public Switched Telephone Network*)⁴⁷. Le changement au système IP, qui utilise bien plus efficacement la capacité de connectivité n'est pas mis en place parce que les compagnies de télécommunications ne savent pas dans quelle mesure cela pourrait entraîner des conséquences, éventuellement négatives pour leurs modèles d'affaires. Cela contribue au gaspillage actuel, en empêchant l'innovation supplémentaire qui essaierait de trouver un usage plus efficace de l'infrastructure. Le rapport coût bénéfice d'une infrastructure commune de connectivité pourvue de rapides innovations technologiques, avec ses bénéfices sociaux et de développement continue à baisser si vite que les arguments des partisans du secteur public comme fournisseur de cette infrastructure sont actuellement très forts. Même si des réseaux de connectivité multiples présentent les avantages qui viennent avec la concurrence, il est tout aussi vrai que l'installation d'infrastructures parallèles entre les mains de beaucoup d'acteurs, et pour un service donné, -qui a de plus en plus les caractéristiques des *commodities*- peut se transformer très vite en un gaspillage. Outre un modèle public qui chercherait à stimuler les activités sociales et de développement bénéfiques, un modèle réglé d'utilité publique⁴⁸ de la connectivité pourrait mieux s'adapter aux régions avec une demande de connectivité plus solide.

Le paradigme de la connectivité a été complètement transformé par l'arrivée à maturité des technologies sans fil de type WiFi et WiMax qui utilisent des spectres partagés sans brevets. Les réseaux interconnectés où chaque noeud d'utilisateur agit en même temps comme un noeud transmetteur du réseau, rendent l'infrastructure de connectivité un véritable *bien commun* anti-rivaux. De fait, chaque usager augmente la capacité du réseau au lieu de l'affaiblir. La construction d'infrastructure publique afin de réussir la connectivité entre les noeuds locaux, régionaux et internationaux, en utilisant des réseaux locaux sans fil non réglés pour la connectivité de dernière mille constitue un modèle largement répandu à l'heure actuelle⁴⁹. Or, le modèle dominant des télécommunications, et les intérêts profondément enracinés qui accompagnent ce modèle, ont travaillé dur afin d'entraver ces possibilités. Plus de 300 municipalités aux Etats-Unis sont en train de développer des infrastructures publiques sans fil⁵⁰, mais les compagnies de télécommunications s'opposent à ces initiatives en donnant comme argument qu'il s'agit là de pratiques qui entravent la concurrence. Quelques unes de ces entreprises ont même réussi à entreprendre des actions législatives à l'échelle des Gouvernements des Etats afin de bloquer cette infrastructure de connectivité publique.

L'infrastructure de software

Pour ce qui est du software, les sujets sont plus ou moins les mêmes: ils sont constamment débattus. Le débat entre le software libre et à code ouvert (FOSS en anglais, *Free and Open Source Software*) et le software propriétaire est l'un des débats les plus visibles de la SI. Actuellement le débat tourne autour de la question de savoir si les corporations multinationales (MNC), qui contrôlent la plupart du software dominant, encouragent la création de valeur, l'innovation et la baisse des coûts et si leurs modèles propriétaires peuvent soutenir l'expansion des bénéfices de nouvelles technologies. En effet, même si la

⁴⁷ Public Switched Telephone Network - le paradigme téléphonique dominant à l'heure actuelle.

⁴⁸ Cf. "Bob Frankston: Connectivity is a Utility" in <http://muniwireless.com/community/guests/869> et d'autres articles in <http://muniwireless.com>

⁴⁹ Cf. "Broadband Marxism" de Chris Sprigman et Peter Lurie in http://www.networkideas.org/news/apr2004/news21_Broadband_Marxism.htm

⁵⁰ "WiFi for Masses" (http://www.technologyreview.com/articles/05/08/wo/wo_081905hellweg.asp)

plupart des grandes compagnies de logiciels propriétaire ont commencé comme des compagnies extrêmement agiles, poussées par un élan innovateur, à l'heure actuelle leurs bénéfices représentent pour la plupart des bénéfices résultant d'une concurrence déloyale, en recevant des revenus à travers l'instauration de standards et d'avantages empêchant la libre concurrence.

Le mouvement FOSS a démontré, à profusion, qu'il dispose d'un bien plus considérable degré de création de valeur et d'innovation. Non seulement il permet une utilisation plus large du logiciel, mais en plus il produit une augmentation de la productivité socioéconomique en général. Le modèle FOSS cherche aussi à améliorer le logiciel par l'intermédiaire des usagers. Ces améliorations ont lieu sous forme de rapport sur les bogues ou plus précisément sur le code logiciel. Ces plates-formes de collaboration du genre "utilisez et contribuez", organisées autour de réseaux fondés sur les TIC, constituent un autre exemple de *biens communs* anti-rivaux.

Une bonne partie du travail dans le FOSS dispose d'un financement public, du moins dans beaucoup de pays. Ce rapport avec les institutions publiques et les groupes communautaires, très actifs dans les activités de FOSS est souvent vécu avec gêne. (Cette sorte de restrictions peut être aussi perçue entre les partisans de « l'infrastructure libre » et les institutions publiques qui peuvent être en train de chercher les meilleures solutions pour fournir la connectivité aux citoyens des régions les moins favorisées). Cependant, un nouvel alignement de ce rapport s'avère nécessaire afin de faire en sorte que les bénéfices arrivent jusqu'aux gens, en particulier dans le Sud, où l'optimisation des ressources est prioritaire et où l'on requiert des activités de développement bien planifiées dans la plupart des secteurs. Les organisations publiques doivent encourager le FOSS à travers son utilisation à grande échelle dans les activités qu'elles accomplissent puisque, à lui tout seul, le secteur public dispose de la force nécessaire pour modifier les avantages d'échelle sur lesquels se fondent la plupart des entreprises de logiciel propriétaire. La mise en place de certaines activités de développement dans le cadre du secteur public peut aussi guider voire conduire les efforts, fondés sur les communautés, du FOSS vers des objectifs sociaux et de développement spécifiques; et aussi de participer, par le biais d'investissements publics, dans certains domaines de production de logiciels qui sont sous-développés afin de mener à bien les processus de développement de FOSS communautaires.

Les autorités publiques ont le rôle légitime, ainsi que la responsabilité, de déterminer les standards d'inter opérativité. Même si l'adoption à grande échelle de FOSS peut réduire les bénéfices déloyaux et les avantages qui résultent de l'établissement de standards qui font prospérer beaucoup de compagnies propriétaires, il est aussi nécessaire que des standards publics d'inter opérativité soient établis de sorte que le code ouvert se voie favorisé. Plusieurs gouvernements sont en train d'adopter des mesures très courageuses en ce sens.

Le gouvernement norvégien a récemment déclaré que "désormais, les formats propriétaires ne seront plus acceptés dans la communication entre les citoyens et le gouvernement"⁵¹. Le gouvernement d'Indonésie réfléchit au lancement d'un logiciel de bureau à code ouvert et marque qui lui revient en propre⁵²; d'autres efforts dans le même sens ont été menés par plusieurs gouvernements.

⁵¹ "Proprietary Formats No Longer Acceptable in Communication with Government" (http://www.andwest.com/weblog/tatle/agenda/2005/06/27/Norwegian_Minister_Proprietary_Standards_No_Longer_Acceptable_in_Communication_with_Government.html)

⁵² L'accès ouvert compte aussi sur l'appui du Plan d'Action de Genève

L'infrastructure de contenus

De même que pour la connectivité et le software, nous pouvons constater qu'il existe de nombreuses remises en question, ce qui entraîne des conséquences dans le domaine de la création, la distribution et la communication de contenus. La nouvelle économie –ou économie de la connaissance et du savoir, suppose que l'information et la connaissance sont les *commodities* les plus précieuses. Le secteur privé a entrepris des efforts considérables pour les transformer en des *commodities* et s'est occupé de tout ce qui est leur protection à travers les droits de propriété intellectuelle (IPR en anglais: *Intellectual Property Rights*). L'information et le savoir ont, traditionnellement, été partagés librement. Toutefois, tandis que le paradigme dominant de la SI suppose un contrôle croissant sur l'information et la transformation de celle-ci en *commodity*, d'autres éléments sont aussi caractéristiques de la SI, par exemple, les possibilités sans précédent concernant l'échange libre d'information. Les brevets d'utilisation et de reproduction (*sharing license*) du genre "contenu ouvert"⁵³ sont de plus en plus présents; ils arrivent même à déstabiliser des systèmes et des pratiques bien établis. Lorsque la *Royal Society* –la plus ancienne organisation scientifique britannique– s'est prononcée contre les publications d'accès ouvert⁵⁴, quelques membres de cette organisation, y compris quelques Prix Nobel, ont écrit une lettre ouverte⁵⁵ adressée au Président de cette société afin de manifester leur désaccord avec cette mesure.

La Wikipédia est une encyclopédie en ligne qui se fonde sur un modèle d'utilisation libre et ouvert. Cette encyclopédie est écrite par des collaborateurs volontaires et permet l'accès en ligne de tous pour contribuer et éditer le matériel. On devrait s'attendre à ce qu'une telle plate-forme, chaotique et libre pour tous, contribuerait à créer très peu de contenu significatif. Cependant, Jimmy Wales, le fondateur de Wikipédia, s'est proposé d'atteindre des objectifs très ambitieux: "Wikipédia devra atteindre une qualité "égale ou supérieure à celle de l'Encyclopédie Britannique"⁵⁶. Une recherche récente menée par la revue *Nature* a indiqué que "Wikipédia est très proche de l'Encyclopédie Britannique pour ce qui est de la précision de ses articles scientifiques".

Wikipédia, commencée en 2001 comme un projet à but non lucratif, présente plus de 3.200.000 articles, y compris plus de 941.000 dans la version en anglais et plus de 846.000 usagers inscrits. Le contenu de Wikipédia n'est pas libre de problèmes et de polémiques. Cependant, ce *bien commun* de l'information et du savoir, où les usagers du contenu contribuent au contenu lui-même, dispose de possibilités de communication que très peu de personnes auraient pu imaginer.

Un nouveau "média de citoyens" est aussi en train de se constituer en profitant des avantages qu'offrent les nouvelles TIC: il oblige les médias traditionnels à reconnaître sa force. Dans ce nouveau paradigme, les consommateurs de nouvelles sont aussi ceux qui y contribuent. Quelques journaux ont aussi essayé avec des modèles hybrides en cooptant des médias de citoyens. Progressivement et à l'essai, mais aussi avec beaucoup d'assurance, les médias de citoyens ont commencé à défier les médias traditionnels qui, à l'heure actuelle, dans la plupart des pays sont entre les mains de multinationales. Par exemple, en

http://www.eetimes.com/press_releases/prnewswire/showPressRelease.jhtml?articleID=X367663&CompanyId=1

⁵³ Comme les Brevets des Biens Créatifs Communs (www.creativecommons.org) et le Brevet Libre de Documentation GNU (www.gnu.org/copyleft/fdl.html)

⁵⁴ Le Plan d'Action de Genève appuie aussi l'accès ouvert.

⁵⁵ <http://www.frsopenletter.org>

⁵⁶ <http://en.wikipedia.org/wiki/Wikipedia>

mai 2005, pendant le référendum sur la nouvelle Constitution de l'Union Européenne qui a eu lieu en France, tandis que les medias du courant dominant semblait être pour le vote "oui", la campagne pour le "non" "dépendait du bouche à oreille, de l'Internet, des *blogs* et des tracts"⁵⁷. Or, ce sont ces derniers qui ont gagné.

Contrairement à ce qui se passe avec la connectivité et le software, les paradigmes de l'échange de nouvelle information (*information sharing*) et des contenus ouverts ont des conséquences politiques qui s'ajoutent à celles des rôles des secteurs privé et public, des conséquences qui apparaissent aussi dans la production de services, bref dans le domaine de l'économie politique. Ceci rend encore plus complexe la mise en question du "contenu libre" entre les secteurs privé, public et communautaire. L'information a toujours été un *commodity* politique: de nombreux pays sont désireux de contrôler le flux libre d'information qui menace l'establishment sur l'Internet. La Chine et l'Arabie Saoudite se trouvent parmi ceux qui exercent le plus la censure de contenus en ligne. La Chine a aussi, récemment, bloqué l'accès à Wikipédia. Dans ces pays et dans bien d'autres, les forces progressistes sont réprimées par les contrôles du gouvernement sur le flux de l'information. Il est intéressant de remarquer que de grandes corporations multinationales (en anglais, MNC) - qui ont employé le slogan de la liberté tout en proclamant que le droit à la libre expression était sacro-saint à condition de servir leurs affaires- sont arrivées même à arrêter des politiques publiques; mais elles rendent très facilement les armes lorsque leurs intérêts économiques sont menacés par des confrontations avec des états puissants comme la Chine. Microsoft, Yahoo! et Google (une compagnie qui a promis de "ne pas faire de mal") -les trois principaux acteurs à l'échelle mondiale pour ce qui est des contenus - se sont soumis récemment aux autorités chinoises dans des sujets de censure de contenus et de surveillance⁵⁸. Les idéaux politiques sont menacés devant la perte éventuelle d'un marché des dimensions du marché chinois. Il est donc évident que les acteurs sont faibles sur les marchés lorsqu'ils défendent les idéologies politiques, vu que les bénéfices d'ordre économique seront toujours les arbitres suprêmes de leurs décisions. Leur défense d'idéologies, quand la situation est à leur avantage, doit aussi être analysée dans cette perspective.

Outre les contenus produits et ouvertement communiqués par les communautés -de nouvelles possibilités se sont ouvertes dans ce domaine-, nous devons aussi analyser le rôle des investissements publics dans la construction de contenus intéressants du point de vue social et du développement et dans leur diffusion universelle et gratuite à travers les plateformes numériques. Les régimes IPR (en anglais, *Intellectual Property Rights*/ Droits de Propriété Intellectuelle) conventionnels empêchent que l'on atteigne un niveau optimal dans la production et distribution de contenu social, car l'un de ces objectifs est d'atteindre le plus grand nombre. Il est essentiel que les producteurs de ce type de contenus, financés par des fonds publics, comprennent le rapport entre les restrictions imposées par les DPI - par exemple, la création de revenus et autres bénéfices qui résultent lorsque ceux-ci sont appliqués aux contenus- et l'impératif de permettre que les contenus arrivent et soient employés par le plus grand nombre et sans les restrictions des coûts associés à la distribution traditionnelle des contenus. Cet élément est particulièrement important dans le monde numérique où les coûts de reproduction tendent à diminuer constamment en approchant de zéro. L'accès sans restrictions à l'information publique, rendue possible par le développement technologique actuel, est l'une des meilleures occasions pour les réformes de la gouvernance dans les pays du Sud. Ceci se rattache à des aspects décisifs concernant les contenus.

⁵⁷ <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/4559361.stm>

⁵⁸ <http://www.amnesty.ie/content/view/full/5106/>

Nous avons analysé brièvement les principales remises en question afin de voir, pour la SI et dans le long terme, les éventuelles conséquences des changements qui sont en train de se produire, de même que les nouvelles occasions sociopolitiques permettant une transformation sociale progressiste. Par rapport à la SI, de nouveaux alignements devront se produire en ce qui concerne le pouvoir de la communauté publique d'une part, et du secteur corporatif, d'autre part.

7. Une SI pour le Sud

Les possibilités théoriques et pratiques pour réclamer des espaces politiques pour les idéologies progressistes ont déjà été analysées dans le présent travail. Plusieurs thèmes, déjà présentés, concernant la SI font l'objet de fortes controverses aussi bien dans les pays du Nord que du Sud. Cependant, il faut signaler que dans l'ordre mondial néolibéral dominant la géopolitique actuelle favorise les pays du Nord. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux, qui pourtant pratiquent dans leurs propres territoires⁴² des politiques progressistes de la SI, présentent des positions nettement différentes dans les forums politiques mondiaux tels que le SMSI. Ces pays vont serrer les rangs derrière les Etats-Unis et l'UE, ce qui va évidemment empêcher d'avancer toute proposition d'agenda progressiste de SI pour le Sud. Il y a dans presque tous les pays du Nord un secteur corporatif fort avec d'importants intérêts commerciaux dans les pays du Sud. Ce secteur exerce une forte influence sur les politiques extérieures de ces pays en ce qui concerne les pays du Sud. Dans ces circonstances l'émergence d'une SI pour le Sud est essentiellement considérée, par ces gouvernements, comme une opportunité économique, les considérations politiques globales étant donc conçues à partir de cette perspective.

Bien que les pertes de postes de travail -dues aux pratiques de *outsourcing* rendues possibles grâce aux TIC-, ainsi que la dégradation des conditions du travail puissent avoir des retombées sur les politiques des pays du Nord, l'émergence d'une forte opposition à la conception néolibérale de SI, semble peu probable dans ces pays, au moins dans un avenir proche. Les mises en question et les mouvements sociaux, récemment décrits pour contribuer à l'analyse du contexte et des développements de la SI, pourront aider à l'introduction de certains changements au Nord, mais ils ne réussiront pas à déstabiliser le paradigme dominant du point de vue politique. On peut déjà constater comment les énergies du mouvement du FOSS ont été incorporées, dans une grande mesure, par l'industrie de TI dominante. Pourra-t-on discuter si cela représente en effet une véritable « victoire » pour l'agenda progressiste.

Les différentes priorités du Nord et du Sud en ce qui concerne la SI résultent évidentes dans le cas des débats à contenus ouverts. Au Nord, et de plus en plus au Sud, on attire l'attention sur l'accès à l'information scientifique ou à d'autres informations qui peuvent être considérées comme faisant partie du « patrimoine commun », ainsi qu'aux médias gérés par les citoyens. L'appropriation de nouvelles opportunités numériques et la construction de nouveaux systèmes institutionnels propices à une plus grande diffusion et disponibilité des contenus de développement de haute qualité, y compris l'information « non scientifique » de base, ainsi que d'autres connaissances nécessaires pour la plupart de la population qui est exclue des cadres dominants de la connaissance et de l'éducation, n'ont pas encore atteint des niveaux de visibilité ni de débats importants.

Ces analyses ne cherchent pas à minimiser les impacts des développements de la SI dans les sociétés du Nord, où les actions communautaires et la défense ont fortement controversé et influencé les instances publiques. Aussi bien que l'impact vérifié à l'intérieur du FOSS, le mouvement de l'infrastructure de connectivité ouverte obtient d'importantes victoires et recueille un consensus général. La ville de Stockholm, par exemple, propose déjà la

⁴² Il faut attirer l'attention sur la politique norvégienne concernant le software à code ouvert, précédemment discutée, et sur le fait que certains de ces pays appuient l'infrastructure publique de connectivité.

connectivité « comme un service public à caractère commercial »⁴³. Des modèles similaires semblent s'imposer dans plusieurs villes du Nord. Les débats sur les contenus ont également réussi à faire introduire d'importants ajustements institutionnels et de nouvelles conditions sont en voie de négociation.

Toutes les sociétés accordent en ce moment une grande importance aux thématiques de l'équité et de la justice sociale, raison pour laquelle les politiques de soutien aux populations défavorisées sont très bien accueillies dans le contexte du Nord. Cependant, faut-il signaler, que la dialectique technico-sociale dans le Nord étant plus solide, les implications et les décisions politiques concernant la SI et le traitement des défis concomitants du processus se placent à des niveaux très différents quand on compare le Nord avec le Sud. Par exemple, il est intéressant de remarquer que les activistes politiques dans le domaine de la SI au Nord se méfient radicalement des autorités publiques et ils ont travaillé contre ces autorités au lieu de contribuer avec elles pour faire avancer la conquête des droits. Les activistes du Sud, eux, travaillent avec leurs gouvernements d'une manière assez complexe, où la confrontation coexiste avec les stratégies de collaboration.

Au Sud, l'opportunité de la SI représente une discontinuité dont le progrès exige des efforts conscients et des investissements d'une ampleur complètement différente. Il ne suffit pas d'appliquer des corrections aux tendances dominantes, comme c'est le cas de l'activisme du Nord. Au Sud il faut construire de nouveaux chemins pour des sociétés qui se trouvent coincées dans des contextes de sous-développement chronique. Tandis que les débats avec l'Etat continuent pour la plupart des activistes du développement du Sud, le besoin du travail conjoint s'avère incontournable. Le nouveau chemin doit nécessairement dépasser le stade de l'adoption des conceptions de SI axés sur le Nord. Il devra sans doute comprendre les débats correspondants à une nouvelle vision de la SI conformément à son contexte et à ses objectifs. La principale différence entre les approches du Nord et du Sud, c'est que dans les approches du Sud le secteur public devrait assumer le rôle de meneur dans la construction de l'infrastructure de la SI. Tandis que dans le Nord les débats sur la SI ont lieu essentiellement entre le secteur privé et le secteur communautaire, –qui cherche pour sa part à reformuler la relation de manière significative- le rôle du secteur public au Sud peut toujours s'avérer crucial, si on tient compte de son niveau de développement actuel.

Comme on a vu précédemment, la construction d'une infrastructure de la SI demandera de gros efforts et des investissements importants de la part du secteur public. On a déjà argumenté que plusieurs caractéristiques intrinsèques de cette infrastructure fournissent la justification et le contexte nécessaire à ces investissements publics et communautaires. Au Sud, ces investissements se justifient aussi à travers les possibilités d'avancer rapidement vers les transformations institutionnelles et structurelles contenues dans les nouveaux paradigmes de la SI. Ces possibilités ne sont pas seulement critiques par rapport au changement systémique, mais elles s'avèrent aussi significatives du point de vue du coût de l'opportunité.

Outre l'intérêt pour l'égalité d'opportunités, déjà analysées en terme de « terrain de jeu », le degré de responsabilité concernant l'investissement public en infrastructure est également déterminé par la maturité de son utilisation socio-économique, ainsi que par l'importance perçue de la capacité de cette infrastructure de provoquer des changements socio-économiques d'envergure. Par exemple, tous les pays développés construisent leurs forteresses socio-économiques à travers de gros investissements en infrastructure propres à

⁴³ <http://www.stokab.se/templates/StandardPage.aspx?id=306>

l'ère industrielle –autoroutes, réseaux ferroviaires, réseaux électriques, transport public, et bien sûr, santé, éducation et sécurité sociale. Le secteur privé n'était pas à même de pouvoir fournir une telle structure, tout en ayant besoin de celle-ci pour pouvoir fonctionner. Tandis qu'au Nord les TIC ont fait, et font toujours, d'importants progrès dans le cadre d'une dialectique solide avec leurs systèmes socio-économiques, les conditions au Sud sont complètement différentes. Le changement vers un chemin de développements plus importants à travers l'élargissement des possibilités de la SI exige une participation délibérée, plus élaborée et systémique que celle qu'on peut attendre des marchés et du secteur privé. Le secteur public joue donc un rôle capital dans la construction de l'infrastructure de la nouvelle SI et de la mise en place des conditions structurelles et institutionnelles en vue d'un changement systémique.

Une partie du projet néo-libéral concernait la valorisation d'une transition « autonome » vers une SI axée essentiellement sur l'expansion des marchés, dépourvue de politiques, de plans et d'investissements publics spécifiques. En même temps, le discours « d'opposition » au Nord suppose également, de manière implicite, que les communautés peuvent, par leurs caractéristiques spéciales, s'appropriier par elles-mêmes des nouvelles technologies, ce qui suffirait pour les mettre sur la voie d'un développement plus rapide. Or, cette constatation ne représenterait au Sud qu'une vérité partielle.

La croissance exponentielle de la téléphonie mobile qui est intervenue dans les dernières années dans presque tous les pays, des suites –pour la plupart des cas- de la privatisation des compagnies de télécommunications, a été avancée comme un élément probatoire du développement autonome de la SI. Le phénomène de la téléphonie mobile est présenté également comme étant l'un des exemples les plus importants du triomphe du néolibéralisme dans le domaine des TIC et de la SI. Dans un article paru dans *The Economist*⁴⁴, publié au moment où la thématique du financement faisait l'objet des débats les plus intenses au sein du SMSI, on utilisait l'exemple de la téléphonie mobile menée par le secteur privé comme un argument contre les initiatives de TICD, appuyées par des donations, afin d'installer des ordinateurs et des télé centres dans les villages. L'article argumentait essentiellement que, vu la demande croissante de téléphones, surtout de téléphones mobiles, ceux-ci s'avèrent d'une grande utilité pour les pauvres, ce qui n'est pas le cas pour l'Internet. D'après cet article, le Sud devrait se contenter des téléphones mobiles et ne devrait pas se faire des soucis, puisque s'il y avait une demande réelle d'ordinateurs et d'accès à l'Internet, les marchés y répondraient. La Banque mondiale a également célébré le phénomène de la téléphonie mobile, ce qui devient l'argument clé pour prouver que les marchés seront à même de mettre en œuvre les transformations de la SI au Sud⁴⁵. Voici le mantra proposé : le marché fournira les TIC et les TIC fourniront d'avantage de marchés ; voici le cercle vertueux qui déterminera la SI pour le Sud.

Du point de vue du développement il est important de comprendre que la SI n'est pas un synonyme de téléphonie mais que, par définition, elle comprend de profondes transformations dans les institutions de la société qui sont rendues possibles grâce à l'Internet et aux technologies associées. L'infrastructure, *le hardware*, *le software* et les

⁴⁴ "The real digital divide", *The Economist*, le 10 mars 2005.

(http://www.economist.com/printedition/displaystory.cfm?Story_ID=3742817)

⁴⁵ *Financing Information and Communication Infrastructure Needs in the Developing World: Public and Private Roles* Document de travail, Banque Mondiale

([http://lnweb18.worldbank.org/ict/resources.nsf/a693f575e01ba5f385256b500062af05/04c3ce1b933921a585256fb60051b8f5/\\$FILE/financingICT_Draft.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/ict/resources.nsf/a693f575e01ba5f385256b500062af05/04c3ce1b933921a585256fb60051b8f5/$FILE/financingICT_Draft.pdf))

capacités des TIC, ainsi que les contenus qui en découlent, sont le point de départ pour les transformations institutionnelles et organisationnelles qui contiennent la promesse d'un changement de paradigme afin d'atteindre les buts du développement. Les marchés par eux-mêmes ne pourront pas subvenir à ces besoins impérieux. De fortes interventions politiques ainsi que de gros investissements publics seront certainement nécessaires afin d'atteindre cet objectif.

La SI fournit aux sociétés du Sud les moyens nécessaires à la planification et à la détermination de ces transitions structurelles institutionnelles indispensables pour atteindre ses objectifs de développement. L'architecture de la SI pour la transition vers une stratégie de développement intégral basé sur la SI exige une infrastructure de SI sur tout le territoire national comprenant connectivité, accès, *hardware* et *software*, ainsi que des capacités à l'échelle individuelle, communautaire et institutionnelle/organisationnelle. Elle comprend également une production de contenu et une infrastructure de communication pouvant traverser les frontières du paradigme de l'éducation et de la connaissance, dont la plupart de la population ne bénéficie pas encore. Dans les zones les plus sous-développées il faudrait même que les autorités publiques puissent prendre en charge l'accès à la connectivité pour tous les citoyens et promouvoir l'usage de cette connectivité pour la création de nouveaux systèmes et de nouvelles institutions sociales pouvant aider au développement. Il faudra de toutes façons consentir d'importants efforts et faire des investissements pour que le *hardware* et le *software* nécessaires à ces activités soient vraiment disponibles. L'information et la connaissance sont des facilitateurs importants du développement. La mise en place de nouveaux développements institutionnels et structurels, autour des opportunités de la SI dans le domaine du « contenu », aura sans doute un grand impact. Tout cela exige des prises de décision importantes à l'échelle locale et nationale, ainsi qu'à l'échelle globale.

Il est évident qu'une réponse politique adéquate à la nouvelle situation de la SI globale et l'acceptation de son agenda de la part des forces néo-libérales devra nécessairement venir du Sud. Cependant, la menace d'une incorporation de la SI au contexte dominant est toujours présente ; soit à travers l'inclusion sélective de certains pays –ou en réalité de certains acteurs de ces pays- dans des chaînes lucratives de valeur de l'économie de réseaux, à travers plusieurs formes de outsourcing, soit à travers des aides aux pays du Sud pour le développement d'infrastructures, à condition que ceux-ci adhèrent au paradigme dominant de la SI. Les pays en voie de développement devront s'approprier des bénéfices du commerce mondial, ainsi que de l'organisation globalisée des processus de production et des services rendus possibles grâce à la TI. Mais cela ne devrait pas se faire dans les termes des modèles imposés par la SI dominante. Contrairement à cela, la mise en place d'un projet centralisé et l'utilisation des ressources de l'état pour mettre en œuvre les changements nécessaires au sein de la SI dans les pays en voie de développement, rendra ces derniers plus forts à l'intérieur d'une économie de réseaux, et permettra aussi de partager les bénéfices d'une manière plus équitable. Il est essentiel pour le Sud de mener une confrontation contre la conception dominante d'une SI contrôlée par le secteur privé, où le secteur public aurait une très faible, voire aucune, participation.

Une telle re-considération du contexte de la SI et des opportunités du Sud exige la réévaluation d'un large éventail de politiques. Quelques impératifs clés seront analysés ci-après.

Les politiques nationales de la SI

Il faut établir une distinction très nette, à l'échelle nationale et sous nationale, entre la croissance économique provoquée par les TIC et leur utilisation pour la construction d'une nouvelle infrastructure de développement. A ces deux niveaux, il y a plusieurs éléments en commun en ce qui concerne les exigences politiques ainsi que le contexte propice à l'obtention de meilleurs résultats. Cependant, il y a souvent des engagements politiques qui doivent être négociés politiquement tenant compte des intérêts de tous les secteurs de la société. Dans des pays tels que l'Inde, les intérêts du secteur domestique de la TI et la classe moyenne urbaine -tous les deux ayant de forts intérêts dans le positionnement de l'Inde dans la chaîne des valeurs des industries de TI et des services rendus possibles grâce à la TI (ITES, à partir du sigle en anglais, IT Enabled Services)- rentrent souvent en conflit avec le subsidie à la téléphonie dans les zones rurales, avec l'appui politique au software à code ouvert et avec les régimes les plus ouverts de communication de la connaissance et des contenus à travers des plates-formes numériques, entre autres.

Tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle sous nationale, l'impératif le plus important est de pouvoir distinguer l'opportunité centrale et l'espace d'activité des TICD de l'opportunité et de l'espace correspondants des marchés et de la croissance économique. Le développement des politiques et de l'action des TICD doit être déplacé des ministères de TI et des télécommunications vers les secteurs clés du développement. La mise en place d'une nouvelle approche de la part des gouvernements orientée exclusivement vers les aspects de développement des TIC et vers la construction d'une infrastructure de développement basée sur ces technologies, en collaboration avec d'autres départements également concernés par la thématique du développement, s'avère un besoin urgent pour la plupart des pays en voie de développement. L'impératif principal de cette SI, ou l'idée-clé des TICD –qui devraient être gérées par des ministères bien établis- doit être l'évaluation systémique des opportunités de la SI dans le contexte des priorités nationales et de la mise en place d'actions nécessaires à leur réalisation. Ce ministère devra développer une forte orientation théorique en vue de la création d'une SI orientée vers le développement. Pour ce faire, il pourra s'appuyer sur les capacités de recherche sur la SI proposées par les ONG et par le secteur académique du Sud. Il pourra aussi mener les grands changements systémiques pour la construction d'une SI, conçue à partir d'un projet centralisé, afin de réaliser les priorités nationales. La société civile du Sud devra développer de fortes capacités conceptuelles et de défense dans les secteurs de la SI.

Las politiques globales de la SI

L'urgence d'une politique globale plus efficace pour notre monde, de plus en plus interconnecté et interdépendant, ne pourra plus être ignorée. La thématique, complexe, de la gouvernance de l'Internet en devient l'exemple le plus clair. Tous les aspects concernant la SI semblent facilement dépasser les barrières nationales, à savoir les thématiques concernant les impôts, la protection aux consommateurs associée au commerce électronique, les contenus liés aux activités criminelles liées au développement du software ou à la fixation de standards, et même les thématiques de protection des cultures locales, des réglementations du travail ou des standards environnementaux. L'absence d'une réponse politique globale a laissé la place au contrôle exercé par les détenteurs du pouvoir – les intérêts dominants et solidement enracinés. Ce contrôle se cache souvent derrière des masques divers de respectabilité idéologique, par exemple, la promotion du libre échange ou certains « rôles historiques » (comme dans la position des Etats-Unis concernant la GI) et il n'est pas contesté par les structures politiques publiques, même pas depuis les Nations

unies, dont l'inefficacité est souvent utilisée par ces intérêts comme un argument en faveur de leurs propres objectifs. Le vide politique qui en résulte, tel qu'il a été analysé dans la première partie de ce document, est occupé par l'idéologie néolibérale, qui représente cette solidarité fonctionnelle des intérêts dominants. Le travail actif en vue de nouveaux systèmes politiques mondiaux adaptés aux besoins d'une SI émergente, devient une tâche importante et urgente. Dans ce processus, la société civile, toujours suspecte aux yeux des tyrannies des gouvernements, doit comprendre qu'un tel espace politique global ne peut simplement être souhaité, soit il est occupé par les entités politiques convenables, soit il est pris par les intérêts dominants. Il faudra également développer de nouvelles formes d'association de la société civile avec les espaces publics globaux. Dans ce sens, certaines initiatives ont déjà été mises en place. Ces réajustements devront aussi être approfondis.

Quelques thématiques clés de la SI devront être renégociées, à travers l'approfondissement des engagements politiques globaux. Les piliers de la communication internationale devront être au service de tous les pays et de toutes les populations, d'une manière équitable. Cette infrastructure devra être analysée, ainsi que ses retombées sur la croissance économique globale, et ce depuis la perspective des biens publics. De même, en ce qui concerne l'infrastructure du *software*, sur laquelle repose la plupart des activités de la SI, la fixation de standards doit être gérée par le secteur public et le *software* de base pour les activités de la SI devra être fourni comme un bien public. La communication des contenus, ainsi que les cadres IPR nécessaires, devront être négociés politiquement et publiquement et ils ne pourront pas être imposés à travers le contrôle existant sur la technologie et sur les réseaux, comme il arrive actuellement⁴⁶. Si la partie la plus importante de l'infrastructure de base de la SI mondiale est définie en termes de bien public, -soit sous la forme de l'infrastructure de la connectivité, de software de base ou de contenus- les investissements publics et la redistribution des ressources vers des régions moins développées en vue du développement de la structure de base de la SI, deviennent une priorité globale. Ces politiques de redistribution peuvent, à elles seules, aider à la création d'une société de l'information juste et équitable.

Au niveau pratique, tout en travaillant dans le cadre du paradigme global existant –remis en question du point de vue politique- il faut que les acteurs du développement collaborent avec la communauté de donateurs et avec les IFI (Institutions financières internationales) pour présenter des arguments convaincants afin d'encourager les investissements en faveur d'une infrastructure de développement fondée sur le TIC ; celle-ci devra être conçue comme une entité indépendante de l'infrastructure économique. L'aide au développement semble opérer à partir d'un dilemme : soit, il faut destiner des ressources additionnelles aux activités de développement existant déjà dans les pays du Sud, soit, il faut diriger le financement vers des mécanismes institutionnels afin de faire une utilisation plus efficace des ressources existantes. Les défenseurs du libéralisme ont utilisé cet argument pour réduire les investissements directs en développement, et ils ont dirigé ces ressources vers des structures fondées sur les marchés avec une intervention publique très faible, ce qui laisse entendre de manière implicite que les marchés assurent une meilleure utilisation des ressources, même au niveau des besoins de développement. Les investissements en infrastructure et institutions dans le cadre du développement fondé sur les TIC marquent un juste milieu entre ces deux approches de l'aide au développement. Les investissements

⁴⁶ Les entreprises technologiques coordonnent souvent leurs actions et fixent les standards en vue de l'inclusion de contrôles IPR dans les plate-formes technologiques dominantes. Ces tentatives fonctionnent à l'intérieur du concept de Gestion des droits numériques.

Cf. : http://en.wikipedia.org/wiki/Digital_rights_management

en TICD ne constituent pas d'investissements directs en développement mais ils aident à rendre plus efficaces et plus performantes les activités de développement. Les pays du Sud doivent développer de bons arguments afin de défendre ces investissements « générateurs d'efficacité » que ne doivent pas être liés à la suprématie de certaines institutions -les marchés et autres institutions concomitantes- dans ce processus de génération d'efficacité. Comme nous l'avons déjà dit, pour améliorer l'efficacité des investissements en développement il faut travailler à partir d'une infrastructure de développement fondée sur les TIC.

Cependant, les accords sur les efficacités sont fondés sur d'autres accords sur les objectifs de développement. Et c'est sur ce point où l'agenda néolibéral –proposé par les gouvernements du Nord- peut différer de manière significative de la pensée traditionnelle du développement construit sur les normes d'équité et de justice sociale. Il faut donc envisager de fortes alliances Sud-Sud avec la participation des gouvernements sous nationaux et locaux, ainsi que la participation de la société civile traditionnelle et des organisations populaires dans le but de construire un nouveau paradigme d'une SI pour le Sud, orientée vers le développement.